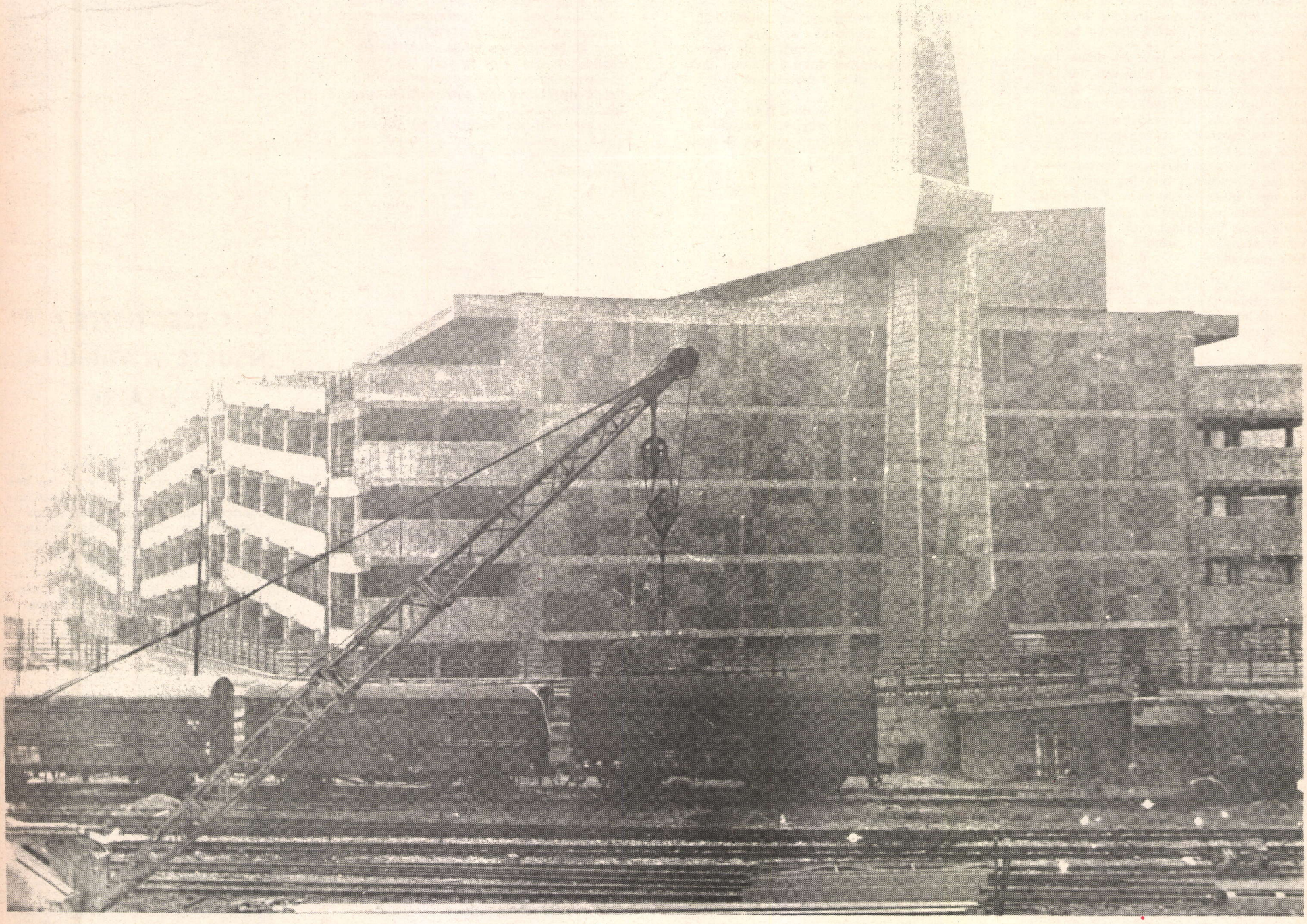
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 98 — SEMAINE DU 14 JUILLET AU 20 JUILLET 1970 — PRIX : 2 F

LA VILLETTE

Les casseurs



seront-ils les payeurs ?

En bref

L'IDOLE DES POULES

La contestation se généralisant, on serait tenté d'en déduire que la popularité de nos ministres est en baisse.

Pour l'un d'entre eux au moins, celui de l'agriculture, il n'en est rien. On savait déjà que de nombreux agriculteurs ont baptisé, qui leur veau, qui leur vache ou leur cochon, du doux nom de Duhamel, en témoignage d'estime envers leur ministre bien-aimé. Le 8 juillet, ce sont plusieurs centaines de poules pondeuses que les aviculteurs lui ont envoyé : marque d'adoration, mais aussi rappel qu'on leur achète les œufs bien en-dessous du prix de revient, pour les revendre ensuite deux fois plus cher.

Mais le ministre n'a pas apprécié : il a refusé l'offrande. Il ne faudrait tout de même pas confondre un ministre et un coq de basse-cour.

Mgr L'EVEQUE A JEUNE

Mgr Joseph Goupy, évêque de Blois, a exprimé sa solidarité avec deux grévistes de la faim d'Orléans qui entendent ainsi protester contre la vente de seize Mirage III français au Brésil. Il affirme dans la « Semaine religieuse » de son diocèse, s'être privé lui-même de tabac et de nourriture pendant deux soirées « pour que tous les hommes et toutes les nations prennent conscience de l'impérieux et vital devoir de désescalade concertée dans la course aux armements et la vente des armes ».

(Le Monde, 7-7-70.)

Si les hommes et les nations ne prennent pas conscience après cela, il ne restera plus à notre evêque qu'à se passer de tabac pendant au moins huit jours. Goupillon oblige.

L'IMPERIALISME PORTUGAIS : UN TOQUARD ?

Le pape n'a pas été très gentil pour le gouvernement portugais. Il a reçu les mouvements révolutionnaires des colonies de cet Etat très catholique.

Consternation chez les amis de Salazar. Non pas tant à cause des fadaises débitées par sa Sainteté aux représentants de ces mouvements (« La violence est mauvaise des deux côtés » et bla-bla-bla...). Non, ce qui affole les dirigeants de Lisbonne, c'est que le Vatican, qui l'avait soutenu depuis quatre siècles contre ces « sauvages » est en train de parier sur un autre cheval. A Rome, on ne donne pas très cher de l'avenir de l'empire portugais. Alors, en bon stratège, le pape avance ses pions.

Les missionnaires qui arrivaient dans les villages dévastés, derrière les fusils portugais, pour baptiser de force les noirs, estiment donc à présent que ces noirs ont plus d'avenir que le Portugal.

Le Portugal, un toquard ? On a certainement épargné au père Salazar la triste nouvelle, histoire de lui laisser encore quelques mois d'agonie !

DE LA POUDRE AUX YEUX

Dernier né de la politique contractuelle : l'accord sur la formation professionnelle signé entre les syndicats ouvriers et le C.N.P.F. On ne connaît pas les dispositions exactes, mais peu importe. Puisque les partenaires sociaux, comme on dit, sont tombés d'accord, c'est qu'il y a du bon dans ce texte. Et de multiplier les déclarations sur la fécondité de la politique contractuelle, et de louer le sens des responsabilités des uns et des autres, et de se réjouir, une fois de plus, du nouveau style introduit dans les relations entre le monde du travail et le patronat.

Si l'on en juge par les dispositions publiées par la presse, l'accord n'est que de la poudre aux yeux : les jeunes qui voudront se perfectionner en prenant des cours seront payés à un tarif ridicule (30 % du S.M.I.C. la première années, 50 % la seconde). Quant aux adultes, dans certaines conditions non encore connues, ils pourront se perfectionner ou se recycler pendant un an tout en conservant leur salaire sur la base de quarante heures. Cette dernière possibilité peut paraître intéressante, tout comme la F.P.A. avait attiré l'attention à ses débuts.

En fait, il est certain que les travailleurs qui pourront ainsi « bénéficier » de la formation professionnelle seront peu nombreux. L'Etat, car c'est bien l'Etat qui doit prendre en charge cette formation, est bien incapable de mettre sur pied un enseignement digne de ce nom. Son inqualifiable incurie dans le domaine de l'enseignement technique, le montre suffisamment.

L'accord se réduit en réalité à ceci : un pourcentage infime de travailleurs, dans des conditions matérielles et morales difficiles, suivront ces stages sans avoir une quelconque assurance de trouver un emploi après.

Uen fois de plus, l'arbre de la nouvelle société a donné un fruit véreux.

VIGNETTE-AUTO : QUI SONT LES ESCROCS ?

Depuis le 8 juillet, le contrôle des vignettes a été renforcé, car il paraîtrait que la fraude se situe aux alentours de 10 - 15 %. C'est le député U.D.R. des Basses-Pyrénées qui s'en est ému et a prié le ministère des Finances d'agir au plus vite.

Le cher homme a calculé que la fraude montait à 200 millions de francs, « soit pratiquement le cinquième de ce que le budget de l'Etat peut consentir à la jeunesse et aux sports ». De là à faire endosser aux mauvais contribuables le manque de stades et de piscines...

Et le député U.D.R. de suggérer au ministre-grand argentier, de mettre au point un bon système pour faire la chasse aux escrocs : « donner à la vignette une consistance (!) permettant de la coller sur le pare-brise ». En fait de consistance, il semble bien que ce soient les cogitations du béni oui-oui qui en manquent le plus.

Cela fait maintenant des années que les automobilistes sont astreints à la taxe supplémentaire de la vignette. Pour faire avaler ce surimpôt, le gouvernement de l'époque avait juré ses cent dieux que les fonds récoltés serviraient à améliorer le sort des vieux. Et en plusieurs années se sont des milliards de francs qui sont entrés dans les coffres sans que pour autant un effort tant soit peu décelable ait été consenti en faveur des vieux travailleurs.

Voilà où est la seule et véritable escroquerie !

L'ETAT-PROVIDENCE

La plus grande compagnie U.S. des chemins de fer, la PENN CENTRAL, vient de déclarer faillite. Cette faillite illustre la crise des chemins de fer américains, crise dont les travailleurs font les frais puisque de nombreux cheminots ont été purement et simplement licenciés. Le mécontentement est donc grand et il y a quelques jours, une importante grève débutait.

Le gouvernement des Etats-Unis est immédiatement intervenu et a promis d'aider ce secteur en difficulté. L'Etat racheterait les voies ferrées et en assurerait l'entretien, les compagnies n'ayant plus qu'à faire rouler leurs wagons et à encaisser les bénéfices. Parallèlement, il enjoignait aux ouvriers de cesser immédiatement leur grève pour une période de trente jours, comme la loi le lui permet.

La manne pour les uns et le bâton pour les autres, voilà l'Etat-Providence à l'époque du capitalisme décadent !

M. CHALANDON ET L'URBANISME

Qui l'eût cru ? M. Chalandon, ministre de l'Equipement et du Logement, avait une doctrine en matière de logement. Le ministre responsable, entre autres, de l'opération « Rénovation de Paris » et de la déportation d'une partie de la population parisienne, l'homme qui a abandonné le massif de la Vanoise aux requins de la construction, cet homme-là voit loin. Il vient même d'exposer sa vision grandiose des villes de demain.

C'est ainsi, que selon lui — mais oui —, il faut « éviter l'urbanisme de classe », en mettant sur pied des des « paysages urbains » nouveaux, ainsi articulés, en trois secteurs :

— Des centres « véritables cœurs de ville, points chauds de l'urbanisme minéral ».

— Un « tissu interstitiel, support de l'urbanisme végétal » où les constructions seront moins denses.

— Des zones vertes et des espaces boisés.

Comme on voit, M. Chalandon, dans ses divagations, se laisse aller à la poésie. On ne peut que l'inciter à aller se promener dans la banlieue parisienen, pour voir si « l'urbanisme de classe » et le « tissu interstitiel » des cités-dortoir et des bidonvilles préparent les habitants à apprécier les sinistres plaisanteries de M. Chalandon.

OBJECTIVITE ? INSULTE A TRIBUNAL MILITAIRE !

Trois dirigeants du P.C. grec ont été condamnés à la prison à vie. Des peines de deux, seize et vingt ans ont été prononcées contre les autres accusés.

Mais cela ne suffisait pas, les juges ont condamné par la même occasion l'un des avocats à un an de prison ferme. Celui-ci s'était permis de demander aux juges « de remplir leur devoir en toute objectivité, conformément à leur serment » et de rappeler qu'en principe « c'est la qualité d'un juge d'être en dehors des parties en cause, de se montrer impartial ».

Impartial, impartial ! Voilà qui n'est pas du goût d'une cour martiale et des militaires qui composaient le tribunal. Du coup, les accusés préfèrent assurer seuls leurs défense pour ne pas amener leurs avocats à les rejoindre dans leurs cellules.

Si l'on ne pouvait même plus condamner à perpétuité toute cette racaille de rouges sans se faire critiquer, où irait-on au pays des colonels ?

Editorial

La Villette :

SYMBOLE DU SCANDALE PERMANENT DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

ON nous avait bien dit que l'année 1968 avait été une mauvaise année. Une année où l'on cassa des vitrines, où l'on brûla des voitures. On nous a révélé, il y a quelques mois, l'ampleur des dégâts pour justifier une loi dite « anti-casseurs ». Le drame de mai-juin 1968 a coûté, tenez-vous bien, 11 millions de nouveaux francs.

En face d'une telle catastrophe comment ne pas comprendre l'embarras et les difficultés de nos gouvernants. Hélas, il y avait d'autres problèmes, beaucoup plus obscurs et qui se soldent par une perte supérieure à un milliard de nouveaux francs, soit 100 fois plus que tous les dégâts de mai 68.

Il s'agit du scandale des abattoirs de la Villette. Et c'est justement en cette année de malheur de 1968, du moins c'est ce que le rapport de la Cour des Comptes nous a révélé, que les dépassements de crédits ont été votés. Des 250 millions prévus au devis initial on est allègrement passé à 1 milliard de francs. Et voilà qu'aujourd'hui on s'avise que les abattoirs de la Villette, s'ils sont ultramodernes, sont aussi déficitaires et qu'il faudra probablement les démolir pour leur éviter un déficit permanent.

La presse crie au scandale, de « L'Humanité » à « L'Aurore ».

Mais le gouvernement n'en est pas à appliquer la loi anti-casseurs aux responsables. Tout au plus en a-t-il suspendu quelques-uns qui continuent à toucher leur paye.

D'ailleurs, ce scandale, qui en est responsable ?

Bien sûr, il y a des gens bien placés qui n'ont pas su prévoir et d'autres, encore mieux placés, qui ont su profiter de l'irresponsabilité des premiers pour se faire octroyer des crédits complémentaires.

C'est bien là tout le problème. Gouverner c'est prévoir. Mais comment prévoir dans une économie soumise aux caprices du marché capitaliste ? Les uns se trompent, d'autres en profitent en les rendant complices. Cela aussi est un scandale. Mais c'est le scandale du système capitaliste orienté uniquement vers la recherche du profit et qui laisse l'économie se débattre au milieu de contradictions insolubles.

Le gouvernement a beau s'autoféliciter sur le redressement, sur la bonne marche des affaires, il en est réduit, malgré les ordinateurs et les radars, à naviguer à vue en plein brouillard. Au point que l'innovation de M. Giscard d'Estaing a été de créer un F.A.C. (Fonds d'action conjoncturelle) pour agir au coup par coup.

Au moment où le gouvernement attaque le niveau de vie des travailleurs il faut mettre un peu d'huile dans les engrenages.

Le prix des loyers continue de croître et le gouvernement vient d'autoriser de débloquer celui des logements vétustes (sans eau ni w.c.). Le prix de l'électricité va augmenter de 3,5 %, celui du gaz de 5 %.

Quant aux transports la hausse de juillet semble différée pour une augmentation de 10 %, en septembre. Avec la hausse générale des denrées qui, comme tous les ans au moment des vacances accompagne les mauvais coups du gouvernement contre le pouvoir d'achat des travailleurs, la note risque d'être lourde et il faut essayer d'y trouver quelques compensations.

On annonce la revalorisation du S.M.I.C., on annonce des accords sur le reclassement des travailleurs, on annonce le déblocage de crédits pour l'éducation nationale et le logement, on autorise la ménagère à acheter sa machine à laver. Toutes mesures beaucoup plus spectaculaires que réelles.

Car la réalité c'est une augmentation des prix.

Faute de pouvoir prévoir les fluctuations économiques, faute surtout, lorsqu'elles peuvent être prévues, de pouvoir y apporter des remèdes, la société capitaliste ne peut qu'engendrer le scandale.

Quelquefois le scandale éclate au grand jour comme à la Villette. Mais le plus souvent il est étouffé. Car le scandale c'est que les grandes agglomérations ne disposent que de services publics vétustes comme les transports en communs, les services de santé, l'éducation nationale, le logement, tandis que l'on subventionne, directement ou indirectement, des capitalistes qui s'emplissent les poches en contruisant les abattoirs de la Villette mais aussi bien d'autres choses sans utilité pour la masse des travailleurs tels que logements de luxe, ports de plaisance, fabrication d'armement, etc...

Mais cela c'est le scandale tellement commun qu'il finit par être admis.

C'est pourtant celui-là qu'il faudrait faire cesser, le scandale de l'exploitation et de la misère dans un monde qui étouffe sous les richesses gaspillées par une infime minorité d'exploiteurs.

Sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure :**

Page 5
— Sécurité Sociale : le plan Boulin est dirigé contre les assurés, et non contre les industriels de la pharmacie.
— Le procès de Puyricard : la main dans S.A.C.

● **le mouvement gauchiste :**

Page 4
— Discussion Ligue Communiste - Lutte Ouvrière : les bases d'accord possibles.

Page 5
— Un article surprenant de « Rouge » : « Tillon exclu ? »

● **dans les entreprises :**

Page 9
— Renault : la direction recule à la D.V.D.E.
— Agache Willot rationalise à la « Belle Jardinière ».
— Leçons d'une grève à la C.A.F.L.

Page 12
— Les élections de délégués chez Citroën et chez C.S.F.

DANS LE MONDE

Page 6
— MOYEN ORIENT : Israël tente de faire intervenir les U.S.A.
— CAMBODGE : le procès de Norodom Sihanouk : une comédie qui ne trompe personne.

Page 7
— ITALIE : la démission du gouvernement Rumor ou le parlementarisme agonisant.
— ANGLETERRE : les conservateurs se heurtent à la classe ouvrière.

DIVERS

Page 8
— Revue de la presse d'extrême-gauche.

Pages 10 et 11
— Feuilleton : Huasipungo, de J. Icaza.

Transports en commun

A la Bourse du Travail (Paris) : un meeting sans ardeur

IL ne suffit pas de diffuser un tract « unitaire » signé de plusieurs organisations politiques et syndicales, même à quelques centaines de milliers d'exemplaires, pour que les foules se déplacent. Réunir du monde à un meeting ou à une manifestation nécessite une mobilisation des militants. C'est ce que les principaux signataires du tract invitant au rassemblement de protestation le 9 juillet contre les conditions des transports en commun, c'est-à-dire le P.C.F. et la C.G.T., se sont bien gardés de faire. C'est ce qui explique que le meeting de jeudi dernier n'ait réuni qu'un faible nombre de participants.

A 18 h 30, quelques centaines de personnes étaient rassemblées à l'heure prévue sous le drapeau tricolore de la Bourse du Travail et une banderolle sur laquelle était inscrit : « Non à la nouvelle hausse des tarifs. Halte au scandale des transports en commun. » Les banderolles de la Convention, du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T. furent placées devant l'entrée et le meeting commença devant 3.000 personnes environ, la circulation se poursuivant sur un côté du boulevard Magenta. C'est un représentant de la C.F.D.T. qui inaugura les discours, la C.F.D.T. assurant la présidence du rassemblement. Il dénonça la politique du gouvernement et les hausses scandaleuses, réclama une carte de transport à tarif unique. Pour ce qui est des crédits, il indiqua où était l'argent en faisant référence au scandale financier des abattoirs de La Villette. La carte devrait être payée par les employeurs et ceux-ci doivent participer à l'amélioration du réseau en payant une taxe à cet effet.

Tous les autres orateurs reprirent par la suite les grandes lignes de cette première intervention. Lorsque Paul Laurent vint à parler, les militants du P.C.F. tinrent à souligner par de vibrants applaudissements qu'ils constituaient la grande majorité des participants. Ce fut un concert de klaxons qui répondit à leur enthousiasme car la circulation se poursuivait toujours. Vexés de ne pas tenir tout le boulevard lorsqu'un de leurs dirigeants parlait, les militants du P.C.F. se répandirent alors sur toute la chaussée et firent faire demi-tour aux automobilistes protestataires.

Bessis, de la Convention, se fit applaudir en parlant de l'unité, tarte à la crème des orateurs précédents. Cette perspective d'unité de la gauche reste toujours bien brumeuse lorsqu'il s'agit d'autre chose que de meetings symboliques. A tel point que Bessis s'est senti obligé de rappeler que le rassemblement précédant qui réunissait les mêmes organisations dans le même lieu pour lutter contre la loi anti-casseurs n'avait été couronné que d'un succès tout relatif puisque ladite loi avait finalement été votée. Ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de conclure son intervention par une litanie unitaire rituelle.

Seule l'intervention de Simon (PSU), que refusa de parler pour ne rien dire, trancha avec les autres. Il commença par parler des trois heures perdues chaque jour par les travailleurs dans les transports, heures volées par la bourgeoisie. Puis il rappela que l'augmentation envisagée s'inscrivait dans la lignée de toute une série d'autres augmentations dont celle de février dernier. C'est à propos de cette augmentation qu'il rappela l'action entreprise par le P.S.U. et « les camarades de Lutte Ouvrière ».

Ce qui déclencha immédiatement les huées et les sifflets du service d'ordre C.G.T.-P.C.F. Exaspérés, les staliniens hurlaient indifféremment : « Diviseur, trotskyste ». Le reste de son intervention fut sans cesse interrompu par les cris hostiles de ceux qui scandaient, sur l'air des lampions : « Au suivant ». Simon put cependant dire que la solution de la crise des transports ne nécessitait pas des conseils judicieux de ceux qui se voulaient être les gestionnaires de la société, mais bien l'action résolue. Le gouvernement sait bien ce qu'il faudrait faire. Mais seule l'action peut l'y contraindre.

En particulier, Simon insista sur la nécessité d'organiser les usagers des transports en commun dans des comités. Et de rappeler que de tels comités existent depuis plusieurs mois déjà dans la région parisienne, qu'ils sont ouverts à tous les usagers, qu'ils peuvent devenir le canal permettant au mécontentement de s'exprimer et à l'action de s'engager.

A la suite de Simon, les orateurs de la F.E.N. et de la C.G.T. conclurent dans le ton bon enfant et plat voulu par les organisateurs du meeting.

Pierre BUISSON.

NON A LA HAUSSE !

MEETING

de la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne

VENDREDI 17 JUILLET à 20 h 30

PALAIS DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor
(Métro Maubert-Mutualité)
Participation aux frais : 2 F

Les discussions Ligue Communiste - Lutte Ouvrière

VOICI maintenant plusieurs mois que durent les discussions entre Lutte Ouvrière *et la* Ligue communiste *en vue de l'unification de nos deux tendances dans une organisation commune. Pour résumer ces discussions et jeter les premières bases d'un compromis possible,* Lutte Ouvrière *a proposé à la* Ligue communiste *un texte d'accord sur chacun des points importants de ces discussions. Ce texte a été publié dans notre numéro 95.*

La Ligue a alors présenté des contre-propositions qui ont été publiées dans le numéro de juillet de Rouge.

Nous publions aujourd'hui les propositions de Lutte Ouvrière *et ces contre-propositions de la* Ligue communiste.

Nos lecteurs peuvent voir en lisant les deux textes côte à côte qu'il y a encore bien des divergences entre nos deux tendances et que ce que nous pensons pouvoir accepter de part et d'autre afin que se réalise l'unité est encore très loin de concorder.

Ils peuvent voir aussi que sur certains points, en revanche, cet accord semble pouvoir être fait sans trop de peine.

Bien entendu, les discussions continuent. En particulier sur un point qui, pour nous, est primordial, à savoir le fonctionnement démocratique de l'organisation unifiée, la Ligue communiste *doit nous faire parvenir de nouvelles propositions en ce qui concerne les garanties qui pourraient être données aux tendances minoritaires.*

Nous faisons suivre chacune des propositions et contre-propositions d'un court commentaire de L.O. *pour souligner convergences et divergences actuelles.*

I. - *Internationale*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

Le Secrétariat Unifié donnera toute garantie à ce sujet **(l'organisation commune adhère au Secrétariat Unifié, à condition que celui-ci n'ait pas voix prépondérante pour définir la ligne politique et l'activité, de la Section française)** dans un document public, lors de l'adhésion de l'organisation unifiée au S.U., document qui sera cité dans les statuts de l'organisation française.

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

L'organisation unifiée sera section française de la Quatrième Internationale. Les militants des deux organisations fusionnées participeront à la vie de l'Internationale : à l'élaboration dans ses organismes de direction et ses congrès mondiaux ; à la construction des sections de la IVe Internationale.

La base d'unification sera soumise à la ratification du Comité Exécutif international. Conformément aux statuts de la Quatrième Internationale aucun organisme dirigeant (Congrès Mondial, C.E.I., S.U.) ne pourra changer la direction régulièrement élue de l'organisation française.

●

Il ne s'agit pas plus pour Lutte Ouvrière *d'adhérer purement et simplement à la IVe Internationale qu'à la Ligue communiste. Les statuts actuels de la IVe Internationale prévoient bien, en effet, que la direction de cette dernière ne peut changer la direction d'une section nationale. Mais ils font également obligation à celle-ci, quelle qu'elle soit, d'appliquer la ligne politique de l'internationale.*

Nous réclamons donc, pour notre part, l'autonomie politique de la future organisation unifiée, ce dont le texte de la Ligue communiste ne souffle mot.

II. - *Centralisme démocratique et droit de tendance*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

La Ligue Communiste et **Lutte Ouvrière** élaboreront ensemble une définition sérieuse du droit de tendance, précisant les conditions dans lesquelles une tendance pourra être reconnue politiquement responsable (représentativité, plate-forme politique, etc.) et bénéficier du même coup des droits statutaires définis ci-dessus, proposés par **Lutte Ouvrière.**

(Lutte Ouvrière **pense que l'unité ne peut être garantie que si les tendances politiquement sérieuses ont la possibilité de s'organiser et de s'exprimer en tant que telles, en permanence, ce droit d'expression incluant, si une tendance le juge indispensable, le droit d'expression publique, de façon circonstancielle ou même permanente.)**

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

a) Expression des tendances : **les tendances minoritaires politiquement représentatives peuvent s'exprimer publiquement, selon les modalités définies par le règlement intérieur de l'organisation. Cette expression publique s'effectue dans le cadre du système de presse de l'organisation unifiée (hebdomadaire, revue, brochure, etc.). Si une tendance minoritaire démontre que la majorité violant ses propres statuts étouffe la démocratie interne et empêche la libre expression des tendances, elle peut avoir recours aux méthodes de son choix. Mais la Ligue Communiste et** Lutte Ouvrière **soulignent qu'un tel état de fait reflète une crise de l'organisation.**

Elles s'engagent pour leur part à exprimer leur point de vue dans le cadre défini ci-dessus.

b) Représentation des tendances : **dans la phase de transition définie par la période qui suivra la fusion, la Ligue Communiste et** Lutte Ouvrière **seront représentées aux organismes de direction à la proportionnelle. La Ligue Communiste se réserve le droit de remettre en cause cette clause, une fois l'organisation homogénéisée, éventuellement dès son second congrès.**

●

Nous pensons, pour notre part, que le droit des tendances existantes à s'exprimer et à s'organiser est indispensable pour assurer une vie démocratique à l'organisation commune et par-là d'ailleurs pour assurer son unité. L'expression de ces tendances dans des organes de presse qui leur soient propres ne constituent donc pas forcément un état de crise grave et proche de la rupture comme le laisse entendre la Ligue communiste.

D'autant plus que, sans préjuger de son avenir lointain, il est bien évident que l'organisation commune sera constituée au moins de deux tendances (ex-Lutte ouvrière et ex-Ligue communiste) qui ont entre elles, certes, bien des points communs qui permettent d'envisager l'unité, mais aussi bien des divergences qui demanderont à être débattues et exprimées, y compris après la fusion. Que ces tendances continuent pendant une longue période encore à exister est une évidence pour tous ceux qui sont de bonne foi. D'ailleurs, la Ligue le sait aussi bien que nous, puisqu'elle prévoit son intervention en tant que Ligue communiste au deuxième congrès de l'organisation unifiée, ce qui suggère qu'elle compte bien subsister en tant que tendance au sein de celle-ci. C'est d'ailleurs un droit que nous ne songeons pas à lui contester, à condition qu'elle l'admette aussi pour les autres.

III. - *Orientation du travail*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

Les deux tendances, Ligue Communiste et **Lutte Ouvrière,** reconnaissent le travail ouvrier comme fondamental et prépondérant, comme devant passer avant toute autre activité. Dans l'application pratique de ce principe, les deux tendances resteront libres d'organiser leur travail en fonction de leurs conceptions respectives, tout en s'efforçant d'harmoniser au maximum leurs méthodes et leurs activités. Ce problème est étroitement lié au point suivant.

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière **reconnaissent le travail ouvrier comme fondamental et prépondérant. Il devra constituer l'axe prioritaire de l'organisation unifiée. Toutefois, celle-ci ne limitera pas son travail d'intervention au travail en direction des entreprises ; elle interviendra également en milieu enseignant, et assumera un travail d'organisation des luttes de la jeunesse ouvrière et scolarisée. La répartition des forces dans les divers secteurs d'intervention sera du ressort des directions à tous les niveaux en application de l'orientation définie au Congrès d'unification.**

●

Nos deux tendances reconnaissent le travail en milieu ouvrier comme fondamental et prépondérant. Les deux textes font cependant apparaître le souci de L.O. d'y sacrifier, s'il le faut, le travail dans d'autres secteurs, alors que le souci de la Ligue communiste est inverse : ne pas limiter le travail des militants révolutionnaires à ce secteur et veiller à ce qu'il ne prenne pas trop de forces au travail étudiant, jeune ou enseignant.

IV. - *Mode d'organisation*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

L'organisation unifiée aura pour organismes de base des cellules d'entreprises et des cellules locales, mais afin de garantir à nos deux tendances que le travail entrepris de part et d'autre sera développé par la suite, la Ligue communiste et *Lutte Ouvrière* décident que :

— les militants actuellement engagés sur un secteur d'activité (entreprise ou faculté) ne pourront être changés de secteur sans leur accord, et plus généralement qu'un militant ne pourra pas être affecté à l'un des deux secteurs de travail contre sa volonté ;

— et que, d'autre part, au minimum les trois-quarts des forces de l'organisation devront être affectées au travail d'entreprise.

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

Aucun des militants des deux organisations fusionnées ne pourra être déplacé de son lieu d'intervention antérieur.

Les nouveaux adhérents seront répartis après consultation du militant concerné et de la cellule, par la direction correspondante.

Ces directions, pour appliquer les orientations de travail définies par le Congrès de fusion, ont pouvoir de créer des cellules dans un secteur où aucun militant n'intervenait auparavant.

Dans tous les cas, l'organisation unifiée consacrera l'essentiel de ses forces à l'implantation dans les entreprises ; la majorité des militants seront investis dans ce travail.

●

Là encore apparaît notre divergence à propos de la plus ou moins grande priorité à accorder au travail en milieu ouvrier et plus particulièrement en direction des entreprises : pour Lutte Ouvrière, *les trois-quarts de l'organisation doivent y être consacrés ; pour la* Ligue communiste, *la simple majorité. Ces chiffres qui ne sont là évidemment qu'à titre d'indication sont tout de même révélateurs.*

V. - *Travail ouvrier*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

Au niveau des principes, un certain nombre de points communs sont apparus : importance accordée au travail, et à l'implantation de l'organisation révolutionnaire dans la classe ouvrière et notamment dans les entreprises ; priorité accordée au travail syndical dans la C.G.T.

Sur bien d'autres points, les positions apparaissent divergentes ou même opposées, mais non pas incompatibles, du moins dans l'immédiat. Ces activités différentes pourraient être menées de front dans le cadre d'une organisation unifiée qui permettrait de confronter leurs résultats respectifs et sans doute aussi de coordonner celles qui à l'expérience pourraient apparaître bien plus complémentaires qu'opposées.

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

De nombreux points communs existent entre la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière **à propos de l'importance du travail d'implantation dans les entreprises : construction de cellules d'entreprises ; intervention et feuilles régulières ; travail syndical prioritaire dans la C.G.T. ; base politique d'un travail syndical révolutionnaire ; nécessité d'une apparition politique autonome de l'organisation.**

Par ailleurs, la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière **sont conscientes qu'elles ont souvent mené des expériences de travail très différentes dans le passé, mais elles estiment que leur accord politique sur les principaux thèmes de ce travail d'implantation permettra de réaliser dans le cadre de l'organisation unifiée une synthèse de ces différents points de vue, afin de renforcer ce qui existe déjà et de créer de nouveaux points d'appui.**

●

Sur ce point apparaît — du moins sur le papier — une assez grande convergence de vue entre nos deux tendances. Comme il s'agit d'un point essentiel pour Lutte Ouvrière *comme, semble-t-il, pour la Ligue communiste, c'est là effectivement une des bases d'accord qui permettent d'envisager sérieusement une unification.*

VI. - *Travail étudiant et travail jeune*

A. — Proposition Lutte Ouvrière

C'est sur ces points — et notamment le travail étudiant — que les divergences entre les deux organisations sont les plus grandes. Il semble possible cependant que, dans une organisation unifiée, la fraction des militants de la Ligue communiste, qui fait actuellement un travail spécifiquement étudiant, le continue sur les bases actuelles, l'ensemble des militants de Lutte Ouvrière **et la majorité de ceux de la Ligue déjà axés sur le travail ouvrier le continuant de leur côté.**

B. — Contre-proposition Ligue Communiste

L'organisation unifiée travaillera dans des secteurs d'intervention diversifiés.

Dans un premier temps, la fraction des militants de la Ligue Communiste qui fait actuellement un travail spécifiquement étudiant, le continue sur les bases actuelles, l'ensemble des militants de Lutte Ouvrière **et la majorité de ceux de la Ligue Communiste déjà axés sur le travail ouvrier le continuent de leur côté. Une fois l'unification réalisée, les directions affecteront les nouveaux militants dans les divers secteurs d'intervention, conformément à la ligne adoptée au Congrès d'unification.**

●

Lutte ouvrière, *tout en maintenant ses réserves quant au travail étudiant dans l'état actuel d'un mouvement révolutionnaire qui a encore tout à faire pour s'implanter dans les usines et dans la classe ouvrière, admettant que le travail commencé par les camarades de la Ligue communiste se poursuive dans ce milieu étudiant, la question ne présente donc pas d'obstacle majeur.*

« Tillon exclu ? »

Un article surprenant de ROUGE

LE dernier éditorial de « Rouge » (daté du 6 juillet) a de quoi surprendre. Sous le titre **« Tillon exclu ? »** et sous le prétexte d'un rapide examen de la crise actuelle du PCF, on y fait un panégérique invraisemblable de Tillon.

Tillon, le mutin de la Mer Noire, Tillon le révolutionnaire, Tillon que des machinations staliniennes ont écarté peut « reprendre la lutte « car, explique longuement « Rouge » « un nouveau rapport de force existe entre le PCF et les révolutionnaires lié à la crise du stalinisme, à l'apparition de nouvelles avant-gardes, à notre propre existence ». Tillon et d'autres de ses pareils « peuvent se pencher sur leur passé sans éprouver le vertige que donne une existence militante irrémédiablement gâchées, vertige qui en a réduit tant à l'aveuglement, au silence, à la complicité. Ils peuvent aujourd'hui regarder ce passé sans trembler parce qu'ils ont encore un avenir, ils ne sont pas de simples moulins à mémoire, ils restent des militants : Tillon participe à la campagne sur l'armée, est à l'initiative du Secours Rouge ; il peut prendre la parole dans des meetings sans que les nervis staliniens soient en mesure de le lui interdire, sans que la bourgeoisie puisse se l'annexer. »

Et le reste du texte à l'avenant. Entre le « passé révolutionnaire » de Tillon et son « retour à la lutte » aujourd'hui, il n'y a dans le texte de « Rouge » que ces quelques vagues allusions à une existence militante gâchée par un long séjour au PCF. En somme, entre deux Tillon révolutionnaire un Tillon martyre. Mais n'était-il que cela ?

Les rédacteurs de « Rouge » savent pertinemment que non. Ils savent que durant de longues années, Tillon était un des dirigeants principaux des staliniens en France. Durant de longues années, pendant lesquelles Staline exterminait les meilleurs éléments de l'Internationale Communiste, pendant lesquelles l'ami de Tillon, Marty, faisait assassiner des révolutionnaires en Espagne, pendant lesquelles, en France même, le Parti communiste trahissait le mouvement de 36 avant d'aider la bourgeoisie à se relever au lendemain de la guerre. De tout cela, Tillon était en partie responsable, et quand il ne l'était pas, il en était complice.

Il a le même sang sur les mains que tous les dirigeants staliniens.

« Et il peut aujourd'hui regarder ce passé sans trembler », « sans être saisi de vertige » parce que malgré toutes ses trahisons, malgré tous les crimes dont il fut complice, il est une organisation révolutionnaire qui se sent honorée parce qu'il « accepte de discuter avec les militants révolutionnaires, de participer à leurs côtés à des campagnes communes » !

« Il peut parler... sans que la bourgeoisie puisse se l'annexer » — triomphe « Rouge ». Mais la bourgeoisie l'a déjà annexé, irrémédiablement ! Malgré la lointaine révolte de la Mer Noire, Tillon n'a aucun titre, aucun droit de se réclamer du mouvement ouvrier. En devenant ministre d'un gouvernement bourgeois, il s'en est exclu lui-même. Mais dans tout l'article de « Rouge », pas un mot du passé ministériel de Tillon. Est-ce donc sans importance ?

Tillon : la Ligue va-t-elle lui refaire une virginité « révolutionnaire » ? Photo L.O.

Ministre de l'Armement puis de la Reconstruction dans quatre gouvernements successifs, de De Gaulle à Ramadier en passant par Georges Bidault, Tillon était au gouvernement au moment du bombardement de la première insurrection en Algérie au lendemain de la guerre, il était au gouvernement au moment du début de la guerre d'Indochine.

Oui, mais que voulez-vous, aujourd'hui « il participe à la campagne sur l'armée, est à l'initiative du Secours Rouge ». Alors, passons l'éponge, et n'en parlons pas !

Mais où et quand Tillon a-t-il fait la critique de son passé ? Nulle part. Et cela ne gêne pas « Rouge » ?

Non, camarades de la Ligue, on ne construit pas le parti révolutionnaire en faisant des courbettes humiliantes devant un Tillon, pour la maigre contrepartie de pouvoir le faire parler à ses meetings comme sympathisant de marque. Non on n'éduque pas ses jeunes militants en leur mentant par omission pour voiler le passé d'un homme qui fut, à la fois comme haut dignitaire stalinien et comme ministre bourgeois, un des pires ennemis des révolutionnaires et du prolétariat en général.

On ne peut pas être révolutionnaire et se comporter comme des opportunistes.

G. KALDY.

SANTÉ :

Le « Plan Boulin » est dirigé contre les assurés

LE gouvernement Pompidou serait-il devenu anti-capitaliste ? Les ministres vont-ils nous expliquer demain qu'il n'y a pas de différence entre les voitures Citroën et Renault et qu'il faut supprimer l'une de ces firmes ? Vont-ils n'autoriser qu'une seule lessive aux enzymes alors qu'il en existe vingt marques différentes ? Vont-ils standardiser le litre de vin ordinaire, qui se présente actuellement sous 36 étiquettes différentes ?

On pourrait le croire en voyant M. Boulin — ministre de la Santé publique — partir en guerre contre l'industrie pharmaceutique et expliquer qu'il y a trop de médicaments en circulation, que tous les jours de nouveaux produits inondent le marché et que la plupart de ces produits se valent et ne présentent guère de différence entre eux, les fabricants se contentant de changer un « petit quelque chose ».

Non, notre ministre de la Santé n'est devenu ni fou, ni adversaire du système capitaliste. Ce qu'il tente simplement, c'est de convaincre l'opinion que les mesures que va prendre le gouvernement pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale, ne sont pas dirigées contre les travailleurs et les petites gens.

Mais c'est pourtant bien eux que l'on va sacrifier une nouvelle fois dans cette affaire.

Car les causes réelles du déficit de la Sécurité Sociale sont bien connues et elles n'ont guère à voir avec l'anarchie de la production pharmaceutique, même si celle-ci est bien réelle, en effet. Il y a d'abord les dettes des employeurs (2 milliards 118 millions au 30-9-68 selon le J.O.). Il y a ensuite toutes les sommes détournées de leur but initial et qui servent à financer l'équipement hospitalier qui devrait être à la charge de l'Etat. Il y a l'enseignement et la recherche médicale qui, au lieu d'être inscrits au budget du ministère de l'Education nationale, sont payés par les deniers des travailleurs (par l'intermédiaire de prix de journées abusifs).

Or, alors que les assurés sociaux payent une cotisation chaque mois pour avoir le droit de se faire soigner, le gouvernement veut réduire le nombre de médicaments remboursés par la Sécurité Sociale.

Ce ne sont sûrement pas les industriels de la pharmacie qui souffriront de cette mesure, mais bel et bien les salariés et en particulier ceux aux revenus les plus modestes.

Car, lorsqu'un médecin proposera à son patient de choisir entre deux médicaments, ayant la même efficacité, mais, l'un de goût désagréable et remboursé apr la Sécurité Sociale, l'autre plus agréable à prendre, mais non remboursé, il est évident que le choix du malade se fera en fonction de son porte-monnaie.

Mais dans l'un ou l'autre cas, les trusts Rhône-Poulenc ou Roussel-Uclaf n'y perdront rien. Mieux, ils continueront à faire assaut de publicité pour vanter le dernier médicament sorti.

Dans l'émission télévisée « 24 heures sur la 2 », du 1er juillet, Robert Boulin a étayé son exposé d'arguments qu'il croit sans doute irréfutables. C'est ainsi qu'il trouve scandaleux qu'il existe en France, 8.500 à 9.000 spécialités pharmaceutiques, alors que l'A.P. n'en utilise que 1.000. Ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant quand on connaît les « restrictions » à l'A.P.... dont le déficit est encore plus grand que celui de la Sécurité Sociale. M. Boulin se proposerait donc de ne permettre le remboursement que des mille produits utilisés dans les hôpitaux.

Autrement dit, seuls ceux dont les maladies seront assez graves pour qu'on les hospitalise, auront droit aux médicaments remboursés à 70 ou 80 % ! Pour les autres, qu'ils se contentent d'un cachet d'aspirine !

Si les sirops pour la toux ne sont plus remboursés par exemple, il vous faudra attendre que votre rhume s'aggrave assez pour justifier des anti-biotiques, pour prétendre à avoir droit à un remboursement de vos frais médicaux !

En conclusion, dans la réforme que propose Boulin, si un travailleur n'est pas atteint d'un cancer, inutile qu'il tente de se soigner !

Pour combler le déficit de la Sécurité Sociale dont il est seul responsable, le gouvernement est prêt à sacrifier le droit à la santé et le confort moral et physique de la population.

Pour ce faire, il veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes, en tentant de présenter ses mesures de réformes, dirigées non contre la population, mais contre l'industrie pharmaceutique. Il y faut vraiment tout le cynisme d'un ministre bourgeois.

F. M.

Le procès de Puyricard :

La main dans le S.A.C.

Le procès de l'affaire de Puyricard devant les assises des Bouches-du-Rhône tient la une des journaux.

Et il y a de quoi ! Les faits sont crapuleux à souhait, les incidents d'audience ne manquent pas, et les accusés ne sont pas n'importe qui. Depuis la victime, gouvernante « bonne à tout faire » de 63 ans, jusqu'au marquis de 74 ans, qualifié par la justice de « libertin du dix-huitième siècle, sexuellement dévergondé », *en passant par les accusés, membres du S.A.C. et du milieu, les deux allant généralement de pair.*

Mais il faut dire que — à l'exception de l'Humanité, *et, dans une moindre mesure, du* Monde — *si la grande presse se délecte dans « l'analyse des faits », et les incidents d'audience, elle se montre très discrète sur tout ce qui touche à la personnalité et aux activités « politiques » des accusés. Quant à l'O.R.T.F., elle plane, conformément aux instructions du président de la République, à des hauteurs qui ne lui permettent pas de voir ces turpitudes et donc d'en rendre compte.*

Jo l'Aixois, ancien para, malfrat minable, employé aux basses besognes par le Service d'Action civique gaulliste (mais le S.A.C. fait-il autre chose que les basses besognes ?). Sauveur Padovani, truand notoire sur la place d'Aix, aimant à se promener un pistolet dans la ceinture ; selon le témoignage d'un officier de police, il reçut la direction locale du S.A.C. en fonction de cette notoriété. Harlette Boulbès, enfin, qui vit de ses charmes (tout est relatif) et devint membre du S.A.C. et amie de Padovani lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils avaient « les mêmes idées politiques » *(sic).*

Mais il est vrai que ce procès n'a rien appris à personne. Tout le monde savait que le S.A.C. et le milieu étaient une seule et même chose ; chacun y trouvant son compte : les politiciens gaullistes en ayant à leur disposition une main-d'œuvre qualifiée, et les truands pour qui la carte du S.A.C. constitue un permis de port d'armes et un gage d'immunité... tant que ce n'est pas trop grave. Il en était déjà ainsi du temps du R.P.F.

De tels procès sont certes gênants pour l'U.D.R. Mais, enfin, est-ce de sa faute si ses employés manquent souvent de discrétion et se livrent au travail noir ?

L. BERTRAND.

Moyen-Orient :

Israël tente de faire intervenir les U.S.A. dans la guerre

Depuis plusieurs mois maintenant la droite et l'armée israélienne ont entrepris une vaste campagne à l'échelle internationale en vue de décider le gouvernement des U.S.A. à livrer à l'Etat sioniste des armes, du matériel et, en premier lieu, des avions Phantoms. L'axe de cette campagne n'a pas changé : le gouvernement israélien ne cesse d'affirmer que la mainmise des Russes sur l'Egypte se renforce sans cesse et que, dans ces conditions, Israël ne défend plus seulement ses intérêts face à l'Egypte mais les intérêts généraux de l'impérialisme face aux Russes.

Cette campagne a connu un nouvel élan avec l'affaire des bases de fusées SAM 2 et SAM 3. Jusqu'alors, l'état-major israélien s'était efforcé de démontrer que les pilotes soviétiques étaient aux commandes des appareils d'interception égyptiens. Mais, comme dans le même temps, les militaires israéliens affirmaient que ces pilotes semblaient avoir pour mission unique la protection d'objectifs situés assez loin à l'intérieur du territoire égyptien, le Pentagone avait peu réagi, car il semblait évident que l'Union Soviétique, loin de vouloir agresser Israël par Egypte interposée, n'était là que pour maintenir le *statu quo* né de la guerre des Six Jours, *statu quo* déjà amplement favorable à Israël, c'est-à-dire aussi aux U.S.A.

Il est même probable qu'une partie de l'administration américaine, consciente qu'une collaboration trop étroite entre les U.S.A. et un Etat d'Israël de plus en plus agressif, pouvait nuire aux intérêts américains dans cette partie du monde, dut voir d'un œil favorable la modération de l'ardeur d'Israël du fait de la présence de conseillers soviétiques en Egypte.

Avec l'affaire des fusées SAM 2 et SAM 3, le gouvernement israélien est revenu à la charge. Là encore le dossier était maigre car, vu les centaines d'appareils israéliens qui survolent le territoire égyptien chaque jour, la perte de quatre ou cinq appareils abattus ne changeait pas grand-chose au rapport de forces existant.

C'est alors que le gouvernement de Mme Golda Meir a changé son fusil d'épaule. Les généraux israéliens ont fait déclaration sur déclaration pour expliquer qu'ils étaient encore les plus forts et qu'éventuellement ils pourraient écraser les armées égyptiennes quand bon leur semblerait. Mais, ont aussitôt ajouté les officiels israéliens, l'Union Soviétique, en prenant militairement pied en Egypte, en installant des rampes de lancement de fusées qui restent sous son contrôle exclusif, ne menace pas seulement Israël. Par cette tactique, le Kremlin, à en croire les experts israéliens, tournerait le cordon sanitaire (et militaire) mis en place par l'O.T.A.N. et le pacte de Bagdad. Cette présence militaire soviétique en Egypte représenterait donc une menace directe contre le dispositif de sécurité mis en place par l'impérialisme et les armes, les avions et le matériel de toute sorte réclamés par l'état-major israélien pour détruire ces bases serviraient autant, sinon plus, à défendre le « monde libre » face aux Russes qu'à protéger le seul Israël.

En fait, cette politique israélienne qui a pour but d'inciter les Américains à intervenir plus directement dans le conflit du Moyen-Orient montre simplement que, tant sur le plan militaire que sur le plan politique, Israël est dans un cul-de-sac. Sa victoire lors de la guerre de 1967 et l'occupation de nouveaux territoires arabes, loin de lui permettre de souffler un peu, l'a conduit à consacrer une partie toujours plus grande de son budget à la guerre (50 % cette année) à mobiliser de façon quasi permanente toute la population pour se battre, c'est-à-dire en définitive de donner au peuple juif de Palestine l'hideux visage de l'oppresseur.

Dans cette situation, les dirigeants israéliens, talonnés par une extrême-droite qui réclame toujours plus de territoire, toujours plus de mesures répressives, toujours plus d'armes, ont choisi la fuite en avant, c'est-à-dire l'extension de la guerre en profondeur en y faisant participer directement l'impérialisme U.S.

Reste à savoir si celui-ci sera sensible à l'argumentation des leaders sionistes, s'il estimera que l'Egypte risque de basculer dans le camp russe et qu'il est donc grand temps d'intervenir.

Jusqu'à présent, il s'est montré fort peu attentif au chant des sirènes de Tel-Aviv, estimant sans doute que la situation n'était pas aussi grave que Mme Meir voulait bien le dire.

Mais dans l'hypothèse où il se rangerait aux arguments israéliens, dans l'hypothèse où il estimerait que la présence militaire russe en Egypte met en danger sa politique traditionnelle de « containment », son intervention ne permettrait nullement au gouvernement israélien de sortir de l'ornière où il s'est enfoncé, entraînant son peuple dans son sillage.

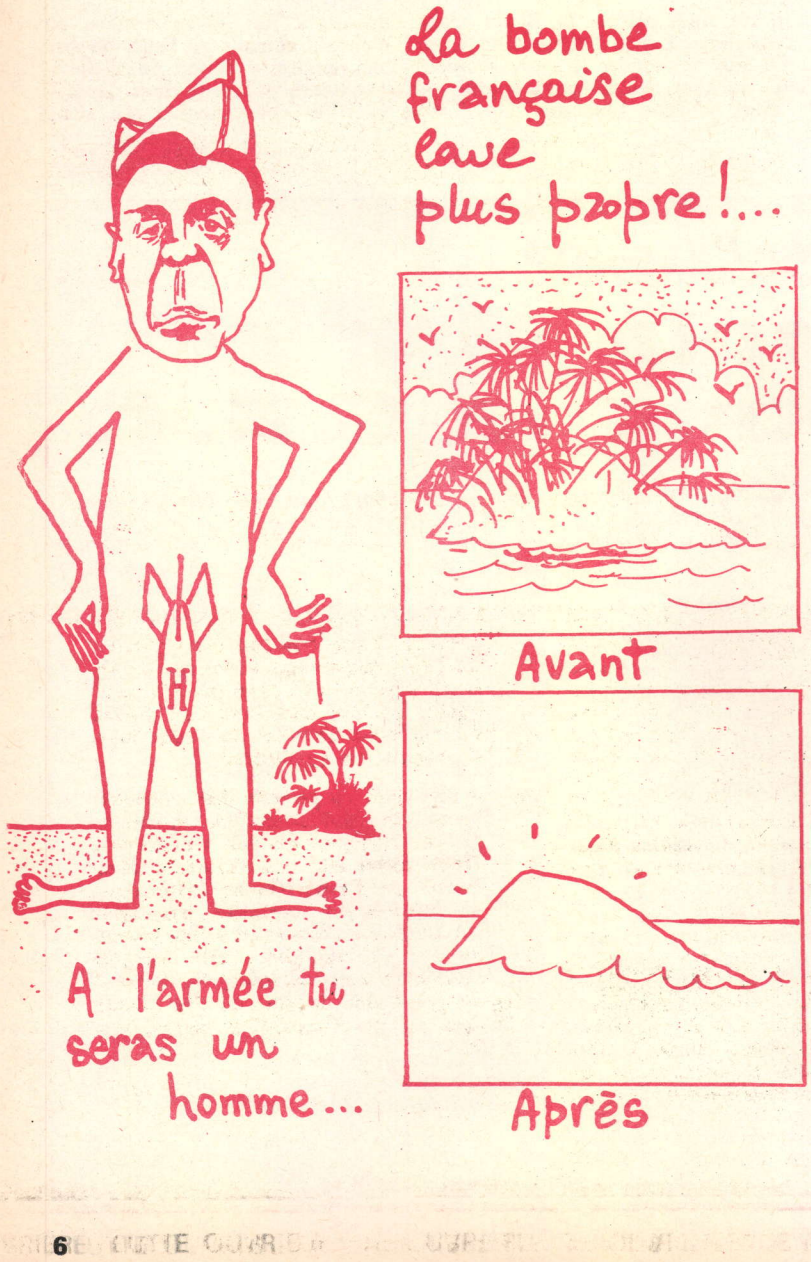
Car dans la situation actuelle, s'il est certain que les U.S.A. pourraient envoyer avions et matériels lourds aux israéliens, il est beaucoup moins probable qu'ils pourraient envoyer leurs boys (qui rechignent déjà à partir en Indochine) sur place. C'est aux Israéliens et à eux seuls que Washington demanderait de jouer les gendarmes de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient ; c'est eux qui devraient intervenir à chaque crise, tantôt au Liban, tantôt en Syrie ou en Egypte et pourquoi pas en Irak ou même plus loin ?

C'est à cela, et à cela seulement, que pourrait aboutir le « succès » des démarches actuelles des dirigeants israéliens. Un « succès » qui, sur le plan militaire, coûterait peut-être cher aux pays arabes, mais qui coûterait infiniment plus aux deux millions de juifs d'Israël.

J. LIEVIN.

A Mururoa :

Faites la bombe avec Michel Debré !



CAMBODGE

Le procès Sihanouk une comédie qui ne trompe personne

Le 5 juillet dernier, un tribunal militaire réuni à Phnom-Penh a procédé au jugement et à la condamnation du prince Norodom Sihanouk, ex-roi du Cambodge, destitué par le général Lon Nol, le 18 mars dernier.

Pour une parodie, c'en était une, et à tous les niveaux. Le tribunal, à la solde de Lon Nol, n'a même pas tenté de respecter les formes. C'est ainsi que l'avocat commis d'office a commencé par se dédouaner en déclarant : « Je ne devrais pas défendre Sihanouk, mais, en tant qu'avocat, je fais mon devoir. » Cela a même fait rire l'auditoire !

Quant à l'accusation, elle reproche essentiellement à Sihanouk d'avoir dilapidé les fonds publics, et porté l'économie nationale à un état de délabrement sans précédent, ainsi que d'avoir autorisé et aidé les forces étrangères vietcongs à s'installer dans le pays. Voilà des accusations qui ne manquent pas d'humour dans la bouche de ceux qui, au pouvoir depuis le 18 mars, ont appelé à l'aide les forces sud-vietnamiennes, américaines, indonésiennes, thaïlandaises et autres, qui se sont employées à mettre le pays à feu et à sang. Quant à dilapider des fonds publics, si Sihanouk s'est effectivement « sucré » sur le dos de l'Etat cambodgien, il est certain que ceux qui lui organisent aujourd'hui un procès ont profité, avec lui, de la manne des fonds d'Etat, lorsqu'ils étaient hauts fonctionnaires, ou ministres, de son gouvernement : il est de bonne guerre de lui faire un procès, maintenant qu'ils sont à leur compte et travaillent sans intermédiaire.

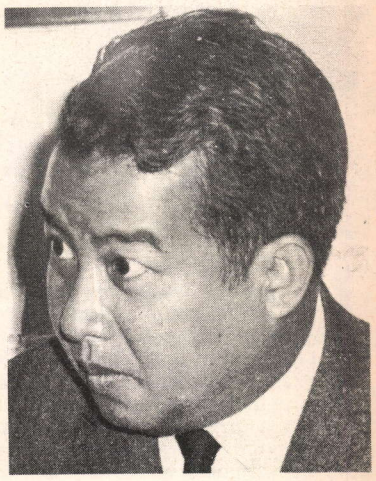
En bref, ce règlement de comptes entre détrousseurs de population est une comédie qui ne trompe personne, et surtout pas le gouvernement de Lon Nol. Mais alors, quel est le but politique recherché par le nouveau « gouvernement « cambodgien, en organisant ce procès ?

C'est que la situation de Lon Nol et de ses acolytes n'est guère enenviable. La tentative de mettre en place un gouvernement « musclé », se rangeant sans discussion aux côtés des Etats-Unis, a fait long feu. Car Lon Nol peut bien décréter la loi martiale, et condamner à mort ses ennemis : son autorité semble de plus en plus se limiter à un périmètre, entourant Phnom-Penh, qui va se rétrécissant comme peau de chagrin. Alors que le jeu de bascule que Sihanouk menait entre les deux blocs permettait au Cambodge de garder une façade neutraliste, et de se tenir à l'écart du conflit vietnamien, le coup d'Etat de Lon Nol, et l'intervention américaine qui a suivi, ont déclenché la guerre civile, et jeté le Cambodge dans le conflit vietnamien.

Quant à Sihanouk, le voilà qui, grâce au soutien de Mao Tsé Toung soi-même, vient de se refaire une auréole toute neuve de révolutionnaire bon teint, bénéficiant de l'appui des Khmers Rouges, et de toute la gauche indochinoise, du Vietcong au Pathet-Lao. Quant aux sentiments de la population laotienne, il est clair qu'elle n'est en rien favorable aux massacreurs de Lon Nol.

Tant et si bien que aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que le moindre mal est encore un retour de Sihanouk au pouvoir : lui, au moins, pensent-ils, saurait reprendre cette politique de « louvoiement » qui a pendant des années sauvegardé l'ordre impérialiste au Cambodge ; en quoi le soutien de Mao, dont il bénéficiait déjà auparavant, pourrait-il l'empêcher de reprendre cette politique ?

Alors, Lon Nol et ses acolytes, inquiets pour leur poste, se sont-ils empressés d'organiser à leur dangereux concurrent, un procès sur mesure. Ils pensent ainsi lui couper les ponts du retour. Malheureusement pour eux, en ce bas-monde tout est question de rapport de force. Et, de toute évidence, Lon Nol et ses ministres font de moins en moins le poids, de sorte que la condamnation à



(Photo A.F.P.)

mort de Sihanouk, par contumace, apparaît comme l'arme dérisoire d'un gouvernement sans autorité réelle sur le pays. Après Mao, le Vietcong et le Pathet-Lao, le gouvernement de Lon Nol contribue ainsi, lui aussi, à renforcer Sihanouk dans son rôle d'alternative possible.

André FRYS.

A NOS LECTEURS

"LUTTE OUVRIERE"

continuera de paraître régulièrement chaque semaine (le mardi à Paris, le mercredi en province) durant tout l'été, bien que sur un nombre de pages réduit.

Nous demandons à nos lecteurs de continuer à nous soutenir durant cette période en achetant régulièrement « Lutte Ouvrière » même durant leurs vacances.

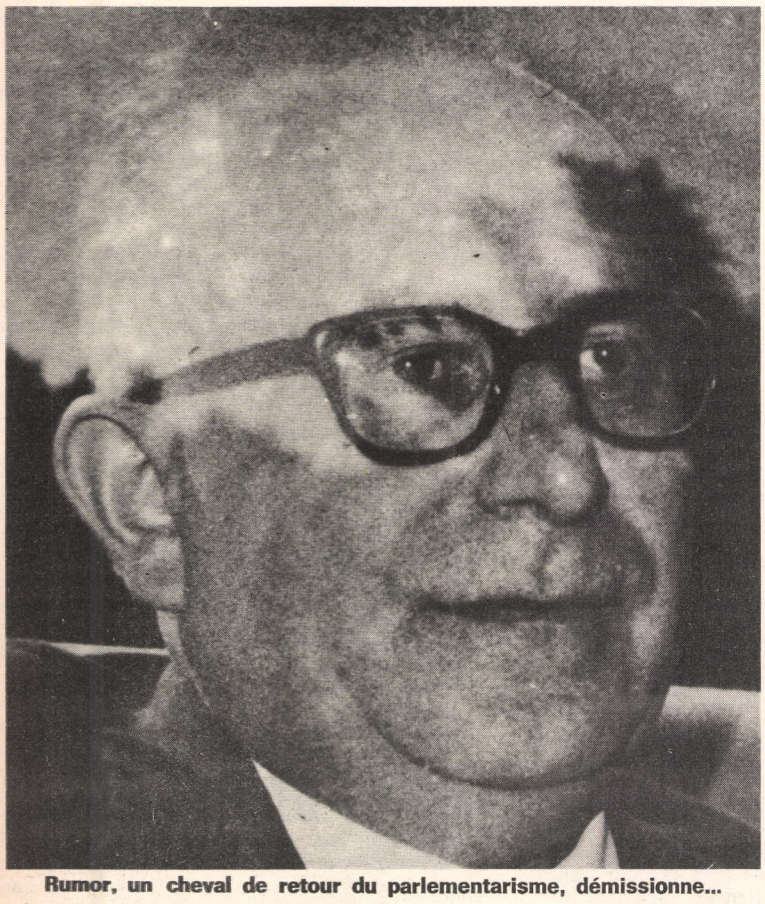
« Lutte Ouvrière » est en vente dans un grand nombre de kiosques et librairies et dans la plupart des maisons de la presse.

Italie :

La démission du gouvernement Rumor ou le parlementarisme agonisant

LE 31e gouvernement italien depuis la dernière guerre mondiale vient de démissionner. Le cabinet centre-gauche Mariano Rumor qui avait mis péniblement plus d'un mois à se former, n'en a duré que trois. En Italie, comme sous la IVe République en France, les crises ministérielles se suivent et se ressemblent. En effet, l'existence d'un grand parti communiste qui recueille quelques 8 millions d'électeurs et occupe près de 30 % des sièges au Parlement, empêche toute constitution d'une majorité gouvernementale stable.

Sur un fond d'agitation sociale permanent depuis deux ans, le système politique bourgeois italien est totalement incapable de gouverner : la bourgeoisie n'a pas encore risqué de faire l'unanimité dans ses rangs derrière des colonels, mais elle ne peut pas se résoudre pour autant à intégrer le parti communiste dans son système politique malgré la bonne volonté évidente de ce dernier. La solution intermédiaire, celle qui existe actuellement, c'est-à-dire les sempiternelles coalitions qui se désintègrent dès qu'un problème politique se pose ou que la classe ouvrière éternue, n'est pas viable bien sûr. Mais le provisoire peut durer longtemps.



Rumor, un cheval de retour du parlementarisme, démissionne...

Ainsi, à l'occasion de la simple annonce par les syndicats d'une grève générale de 24 heures, le dernier gouvernement Rumor a démissionné avant même qu'il ne soit mis en minorité à la Chambre, sur la question des alliances gouvernementales. En effet, le 7 juin dernier, les élections administratives portaient sur la création de 15 régions autonomes. Or, en Toscane et en Ombrie, fiefs communistes, aucune majorité n'est réalisable sans les communistes et leurs alliés « socialistes prolétariens ». Et le parti socialiste de Nenni, qui fait partie de la coalition centre-gauche du cabinet Rumor, a accepté de former un gouvernement régional avec les communistes. Les sociaux-démocrates (qui ont scissionné du P.S. en 69) et la majorité des chrétiens démocrates n'ont pu supporter cette « ouverture à gauche ». Les partis du centre-gauche ont eu beau chanter victoire après les élections de juin, parce qu'ils s'étaient légèrement renforcés, ils ne s'en retrouvent pas moins divisés un mois après. Et, après tout, c'est compréhensible. Lors des élections régionales, le P.C. n'avait rien perdu, et le renforcement du centre-gauche se traduisait pratiquement par le renforcement d'une multitude de petits partis, tous prêts à gonfler leur importance en menaçant de faire sauter la majorité. Il n'est donc pas étonnant que leur renforcement n'ait pas atténué les dangers de crise, bien au contraire. Une partie de la coalition, le P.S. de Nenni et les franges « gauches » des chrétiens démocrates sont prêts à manger à tous les rateliers, y compris dans celui du P.C., et étaient prêts à constituer des « fronts populaires » P.S.I.-P.C.I. dans les régions nouvellement constituées. Mais le « mai rampant » italien doit sembler trop dangereux à la bourgeoisie pour qu'elle risque des solutions de « front populaire », ne serait-ce que sur le plan local. D'ici que les masses prennent leurs espoirs électoraux pour des réalités, il n'y a pas loin...

En démissionnant, Rumor a voulu contraindre le parti de Nenni à choisir clairement entre la solidarité gouvernementale et les liens avec le P.C.I.

Donc, finalement, rien de neuf à l'ombre des vieux restes du parlementarisme italien. Et les seuls qui furent notoirement troublés par cette démission furent le parti communiste et les syndicats. Depuis plusieurs mois, les syndicats, C.G.I.L. (contrôlée par le P.C.) en tête, effritaient la combativité des travailleurs dans des grèves tournantes, « régionales », ou « sectorielles ». En annonçant une grève générale pour le 7 juillet, ils se résignaient à une mobilisation générale (bien contrôlée) dans la mesure où le gouvernement semblait sortir quelque peu renforcé des élections régionales du 7 juin. Or, la simple annonce de la démission de Rumor a eu des conséquences qui dépassaient toutes les espérances des dirigeants syndicaux, qui se sont empressés de décommander la grève de 24 heures de peur sans doute de mettre en danger le *statu quo* social en mobilisant les travailleurs à un moment de vacance du pouvoir et d'absence « d'interlocuteurs valables ». Quant au parti communiste, il semble le plus touché par cette vacance du pouvoir qu'il juge « préoccupante » en versant des larmes touchantes sur le fait que Rumor « ait déclenché brusquement la crise », « de façon absolument anormale », « sans avoir tenté d'ouvrir un débat au Parlement », ce qui « constitue un fait d'une extrême gravité et fait naître une situation préoccupante ». Et dire que la bourgeoisie italienne tient toujours à se passer du meilleur défenseur de ses institutions...

Mais à force d'être timoré, de confisquer aux travailleurs la possibilité de résoudre, à leur manière, la crise du régime, le P.C. et les syndicats laissent l'initiative à la bourgeoisie, qui, elle, ne prendra pas de gants le moment venu.

Huguette CHEVIREAU.

...et les syndicats décommandent une grève générale !...

Angleterre :

Les conservateurs se heurtent à la classe ouvrière

L'ANGLETERRE, est menacée de paralysie. Les dockers ont décidé de commencer une grève illimitée à partir de mardi. Ils réclament une série d'augmentations et d'avantages qui équivalent à 50 % d'augmentation, car ils en ont assez de devoir travailler dix heures par jour, pour un salaire insuffisant. Les cheminots les suivent et demandent 25 % d'augmentation. Derrière le conflit des dockers, une explosion des revendications salariales, longtemps contenue, menace le patronat et l'Etat anglais. Le gouvernement a donc pris la menace très au sérieux, et prétend le cas échéant faire appel à la troupe pour remplacer les dockers.

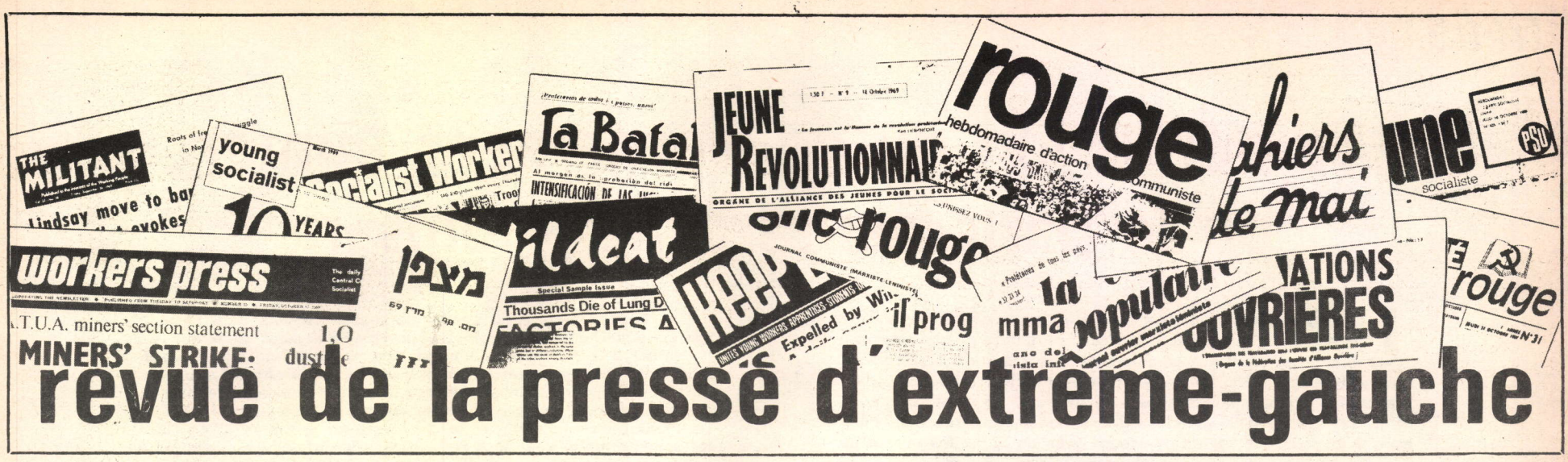
Le gouvernement conservateur de M. Heath, à peine intronisé, se trouve confronté à de graves problèmes légués par les travaillistes : le problème d'Irlande et celui de la vague revendicative des ouvriers anglais. Et à bien des égards, si les conservateurs après une victoire électorale qui ne les a peut-être pas réjoui outre mesure sont obligés d'empocher cet héritage fortement négatif, ils risquent fort de se révéler beaucoup moins capables d'y faire face que les travaillistes.

En effet, depuis des années, les travailleurs anglais subissent une politique de restrictions de toutes sortes pour sauver, parait-il, l'économie anglaise et la livre : restrictions de crédit, chômage massif, impôts élevés sur la consommation. Les syndicats liés aux travaillistes ont tout accepté, en protestant juste pour la forme. Leur argument suprême vis-à-vis de la classe ouvrière c'était qu'il fallait bien accepter de se serrer la ceinture après la gestion désastreuse des conservateurs et permettre à l'économie de sortir d'une mauvaise passe avant de pouvoir faire des réformes. Le camarade Wilson n'était-il pas leader du parti ouvrier ? Ne faisait-il pas pour le mieux ? Allait-on par une agitation inconsidérée qui effraierait les couches moyennes aider les conservateurs à revenir au pouvoir ?

Certes, les travalileurs anglais n'acceptaient pas ces arguments comme sterling comptant. Ils entamèrent, et spécialement ces dernières années, alors qu'ils étaient à bout de patience, des grèves dures contre le blocage de fait des salaires. Mais ils furent incontestablement freinés. L'appareil syndical s'opposait aux grèves, et une fraction des militants de base, eux-mêmes membres du Labour, étaient influencés par les arguments de leur direction. Les grèves étaient donc souvent sauvages sans et contre les syndicats.

La venue au pouvoir des conservateurs qui vont tenter de mener la même politique que les travaillistes (faire payer aux travailleurs la décadence de l'impérialisme britannique en rognant les quelques avantages acquis et en s'attaquant à leur niveau de vie) va donc libérer des énergies militantes considérables. La menace de grève des dockers et des cheminots en est l'immédiate conséquence.

C. B.



revue de la presse d'extrême-gauche

rouge
hebdomadaire d'action communiste

Dans son dernier numéro, daté du 6 juillet, Rouge annonce qu'il cessera sa publication durant les congés d'été, mais publiera un numéro spécial sur « la révolution permanente aujourd'hui » qui paraîtra le 3 août.

Ce numéro du 6 juillet, qui se présente lui aussi comme un numéro spécial sur 24 pages contient, entre autres, des articles sur les discussions Ligue-Lutte Ouvrière, le dernier Conseil national du P.S.U., les difficultés de la bourgeoisie française...

Quant à l'éditorial, il est consacré au cas Tillon qui serait sur le point d'être exclu du P.C.F. On peut notamment y lire :

« Tillon est un mutin de la mer Noire, c'est-à-dire que, soldat de l'armée française, dans un geste d'internationalisme révolutionnaire, il refusa de porter les armes contre la jeune république soviétique. Tillon est le chef des Francs-Tireurs et Partisans, c'est-à-dire qu'à une époque où certains restaient paralysés par le pacte germano-soviétique, il fut parmi les premier organisateurs de la résistance. C'est à ce double titre qu'il reste connu parmi les vieux militants du parti, et respecté. Bien sûr, ceux qui ont adhéré au parti dans le berceau de la démocratie véritable, ont grandi avec la démocratie rénovée et mûri avec la démocratie avancée, le connaissent peu car il a été écarté dès 1952.

Mais à côté de Tillon, Marchais aura beau faire, il demeurera un homme d'appareil et un aventurier politique dont le nom n'est lié qu'à des procès, mais à aucune lutte, pas même celles de la Résistance. Tillon laisse même entendre dans sa lettre que, lors de son adhésion, Marchais a enjolivé sa biographie au détriment de la fidélité historique. Non content d'être un voyou, Marchais serait donc un falsificateur. Décidément, on aurait bien du mal à faire prendre l'exclusion de Tillon par Marchais pour un simple conflit de génération.

Enfin, si le parti hésite à faire un grand procès, comme à la belle époque, c'est qu'aujourd'hui, quelle que soit la pompe, personne n'y croirait plus, pas même ceux qui se tairaient encore.

En acceptant de discuter avec les militants révolutionnaires, de participer à leurs côtés à des campagnes communes, Tillon remet en cause aux yeux de tous les militants du P.C.F. la limite qu'on leur avait naguère inculquée entre l'hérésie et l'orthodoxie, l'hérésie étant généralement le trotskyste. C'est la division manichéiste des staliniens entre bons et méchants, la composition du mouvement ouvrier qui peut en sortir modifiée aux yeux des militants les plus courageux et les plus sincères. C'est la reconnaissance que la résistance de ceux qui ont refusé de céder au stalinisme fut légitime qui doit en découler logiquement. C'est la rencontre entre ceux qui ont servi le parti stalinien en croyant servir la révolution et ceux qui n'ont jamais confondu la révolution et ses usurpateurs, qui peut en résulter.

Tillon demande l'ouverture de son procès. Le P.C.F. garde le silence et essaiera peut-être de procéder à une exclusion discrète en profitant de la période des vacances. En tout état de cause, les militants révolutionnaires doivent, eux, ouvrir le dossier du procès Tillon. C'est le stalinisme qui y fera figure d'accusé. »

tribune
socialiste

L'éditorial du dernier numéro de « Tribune Socialiste » est consacré aux tâches qui, dans l'actuelle situation, incombent au P.S.U. Après avoir noté que le mécontentement est grand dans le pays et que la rentrée pourrait bien être marquée par d'âpres mouvements sociaux, J.-M. Vincent estime que le P.S.U. doit vaincre « les résurgences du réformisme technocratique » qui se sont récemment exprimées lors de l'élection de Nancy. Puis il poursuit :

« Il est nécessaire en même temps d'unifier les forces révolutionnaires, parce que la division des « gauchistes », les tendances centrifuges qui les parcourent, sont autant de handicaps qui empêchent l'apparition d'un pôle révolutionnaire crédible dans notre pays. Nous pouvons faire aux groupes d'extrême-gauche beaucoup de critiques, nous pouvons regretter qu'ils se fourvoient souvent dans des impasses, mais ils représentent aussi un capital militant irremplaçable pour le renouvellement du mouvement ouvrier. C'est pourquoi notre conseil national a indiqué que cette unification avait une importance décisive, qu'il fallait la pousser en avant en créant rapidement les conditions favorables à sa réalisation. Il ne s'agit pas dans ce domaine de croire au miracle de la fusion d'appareils et de micro-appareils en cherchant la base minimum d'accord et en oubliant de régler les problèmes essentiels. C'est pourquoi aux yeux de notre parti la politique d'unification et de regroupement est aussi un combat, une offensive pour la clarification, clarification qui doit porter sur quelques thèmes-clés comme, par exemple, celui du dépassement des méthodes ou conceptions de la lutte politique qui éloignent de la grande masse de la classe ouvrière. Dans cet esprit, le P.S.U. se déclare prêt à s'intégrer dans une formation plus large, ce qui veut dire qu'il est prêt à subordonner son intérêt étroit de parti à l'intérêt plus général du mouvement révolutionnaire, mais cela ne peut avoir de sens que si la nouvelle organisation permet de faire un bond en avant au mouvement ouvrier et que si elle attire à elle de nombreux militants aujourd'hui inorganisés. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans son numéro 482 (semaine du 1er au 8 juillet), « I.O. » annonce qu'il paraîtra sur huit pages pendant toute la période d'été.

L'éditorial du dernier numéro est consacré à la situation en Tchécoslovaquie :

« La constitution d'une Commission d'enquête internationale formée de représentants des organisations de la classe ouvrière internationale est plus urgente que jamais. Il ne s'agit pas là d'un vœu pieux, mais comme le démontre le récent congrès du S.N.I.-75 d'une possibilité qui peut et doit se concrétiser, qui permettra la défense effective des militants menacés des procès truqués en Tchécoslovaquie.

A l'heure même où le « Rude Pravo » « normalisé » par la bureaucratie se plaint des attaques qui ont été portées contre les agissements criminels de la police pendant les années 50, tout militant ouvrier comprend que pour éviter les nouveaux « procès de Moscou » qui se préparent fiévreusement à Prague, il est temps d'exiger ouvertement la vérité sur la Tchécoslovaquie.

Dans ce combat qui concerne les militants ouvriers de toutes tendances, tous les militants communistes, l'avant-garde ouvrière, regroupée dans l'Alliance ouvrière, est au premier rang. »

FRONT UNI

C'est au thème des vacances, « Vacances pour qui ? », qu'est consacrée la première page du numéro de juillet du mensuel maoïste « Front Uni ».

A la page 9, réservée au « mythe des vacances pour tous », on lit :

« La bourgeoisie cherche à faire croire que les vacances sont aujourd'hui accessibles à tous, que la « nouvelle société » assure à tous les travailleurs les loisirs et le repos.

Mais quelle est la réalité ?

Plus d'un Français sur deux ne part pas en vacances.

Ceux qui partent font partie à 80 % des couches supérieures de la bourgeoisie : cadres, professions libérales, P.D.G... Ceux qui ne partent pas sont d'abord les ouvriers : 70 %. A ces 70 % qui plus que tous auraient besoin de repos et de soleil, il faut ajouter une grande majorité d'employés, de petits artisans et commerçants et la quasi-totalité des paysans pauvres.

Pour la minorité qui quitte pendant l'été son lieu de travail, il faut également distinguer entre ceux qui « profitent pleinement » des vacances : hôtels 3 étoiles, activités sportives variées, excursions, voyages à l'étranger... et le plus grand nombre pour qui l'horizon est la ferme familiale, la voiture d'occasion, le terrain de camping-bidonvillesque, la plage publique-fourmillière, le sac-à-dos...

Le patronat est obligé d'accorder 4 semaines de congés payés. Ces 4 semaines, le patronat s'efforcera de les récupérer, reprenant d'une main ce qu'il a dû donner de l'autre : La Nature doit être rentable ! disait récemment le ministre Chalandon. Tout ce qui lui est lié sera lourdement taxé : autoroutes, terrains, sports, voyages...

Les monopoles et leurs sous-traitants vont exploiter cette nouvelle source de revenus : camp de vacances, clubs...

Exploités à l'usine, les travailleurs le sont d'une autre façon pendant les vacances.

C'est ce que la bourgeoisie essaye de masquer avec son grand tapage sur les « vacances pour tous ».

L'HUMANITÉ rouge

Dans son numéro du 2 juillet, « l'Humanité Rouge » consacre un long article de polémique sur : « Les illusions de la « Gauche Prolétarienne ».

On peut notamment lire :

« La G.P. partait de l'idée que le révisionnisme est démasqué aux yeux des masses. Elles s'emparent de la violence, en comprennent la nécessité.

« Regardez, disait-elle, les petits commerçants affrontent les flics ; ils veulent « construire la France du peuple sur les ruines de la France du fric » ; comme nous nous sommes battus à leurs côtés à Grenoble, ils viendront se battre à Paris pour libérer Le Dantec et Le Bris ».

Dans ces conditions, les masses qui portent en elles la violence révolutionnaire la feront éclater si on leur donne l'exemple. La G.P. se voulait l'étincelle qui met le feu à la plaine !

L'étincelle

Le procès de Le Dantec et Le Bris devait être l'occasion d'allumer ce feu ; ce devait être le signal d'un nouveau Mai. Par des actions violentes de commandos, la G.P. pensait déclencher le processus de mobilisation des masses.

Pauvre G.P. Ses rangs étaient truffés de flics ; aucune des actions qu'elle avait prévues ne put se dérouler (conséquence du libéralisme organisationnel). Il ne lui reste qu'à affronter les flics de manière improvisée. Et, une fois de plus, la G.P. aura fait des masses des spectateurs, ce qui signifie qu'elles n'ont pas progressé dans leur compréhension de la violence révolutionnaire.

Après deux journées d'affrontements sporadiques, le mouvement déclenché par la G.P. s'est éteint, car il était coupé des masses et ne correspondait pas à leur niveau de conscience. « Un tel mouvement ne pouvait qu'échouer, étant en dehors de toute participation des masses » (Lénine).

Pour la G.P., quel que soit le rapport de force, il n'y a qu'un type d'action : « l'affrontement avec les flics ». On affronte les flics dans une situation de rapport de forces favorable, lorsqu'il y a une mobilisation suffisante des masses. Et là, la G.P. commet une grave erreur ; elle croit que la violence révolutionnaire peut être le point de départ de la mobilisation des masses, alors qu'en fait elle ne peut être que le sommet. Cette conception n'aboutit qu'à une chose : se couper encore plus des masses.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F
1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F
1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Renault :

LA DIRECTION RECULE A LA D.V.D.E.

LES travailleurs de la D.V.D.E. (Ventes directes à l'Exportation) de chez Renault se sont mis en grève illimitée jeudi 2 juillet.

Ils en avaient assez de la désinvolture avec laquelle la direction traitait leurs revendications.

Après avoir fait une filiale de leur service, la direction par une lettre de « détachement » les considère affectés à cette filiale sans préciser leur statut.

C'est après avoir fait intervenir à plusieurs reprises les représentants syndicaux que le personnel a décidé la grève à plus de 80 %.

Devant la détermination de nos camarades et aussi parce que les touristes étrangers attendent après leurs voitures, la direction a accepté de recevoir une délégation à la fin de la semaine dernière.

Pour nous travailleurs de l'usine, nous sommes prévenus de ce qui leur arrive.

Les camarades de la D.V.D.E. ne veulent pas perdre leur statut Renault.

Ce n'est pas qu'à la Régie, ce soit le paradis, loin de là. Les fameux avantages destinés à nous « faire tenir sages » sont liés à l'entreprise et non reconduits en filiale.

Voilà le revers de la politique des accords-maison.

Les avantages ne sont pas acquis pour l'ensemble des ouvriers du pays, mais seulement pour ceux de la Régie et encore en fonction de l'ancienneté du grade, etc. En fait, ce sont vraiment des cadeaux empoisonnés. Car dès qu'un travailleur quitte la Régie, soit parce qu'il est détaché administrativement, soit parce qu'il veut s'installer en province ou simplement changer un peu d'air, il perd tout ce qui était soi-disant acquis. C'est pourquoi nos camarades exigeaient la garantie du maintien du contrat-Régie.

Photo L.O.

Renault : la place Nationale

Après deux jours de grève, la direction a cédé.

La Régie dissout la filiale qu'elle avait créée et reprend donc à la Régie l'ensemble du personnel détaché.

La direction préfère se passer de filiale plutôt que de créer un précédent en donnant un statut identique à celui de la R.N.U.R à une filiale nouvelle.

D'autre part, la grève de nos camarades risquait d'avoir de l'influence sur les marchés étrangers, en particulier aux Etats-Unis.

La combativité des employés de la D.V.D.E. montre que lorsque l'on est décidé à ne pas se laisser faire, la grève, la vraie, reste la seule méthode pour faire lâcher prise au patron. Cela, les camarades de la D.V.D.E. l'avaient compris.

AGACHE WILLOT RATIONALISE A LA « BELLE JARDINIÈRE »

ALORS que depuis trois mois les travailleurs de la Belle Jardinière (ateliers de confection de Paris 14e) sont au chômage partiel, vendredi 26 juin, des bruits courent : « l'Aurore » aurait écrit que les ateliers de la rue Didot fermeraient au 31 juillet, en fait il n'en est rien, ce n'est là qu'un bruit. Mais sur le coup nous sommes nombreuses à vouloir demander des comptes au patron, nos déléguées nous exhortent à la patience, et ce sont elles et elles seules, qui vont voir le patron. A partir de ce moment, le travail ne se fait plus guère et les discussions vont bon train. Quand tron n'a pas démenti, mais que nous saurons toutes les décisions officielles mercredi 1er juillet lors de la réunion du C.E.

Du lundi au mercredi, la tendance à accepter les licenciements, la tendance à s'y résoudre comme à quelque fatalité se confirme de plus en plus. Lundi midi, la Commission Jeune de la B.J. réunit une dizaine de personnes pour dénoncer les licenciements, proposer que le travail soit réparti entre tous, la semaine de trente heures sans diminution de salaire comme seul objectif à opposer face à la politique du patron. Dans la soirée du même jour, à la réunion du personnel, les déléguées demandent de rester calmes, de ne pas céder à la « provocation » de certains membres de l'entreprise et de l'extérieur.

Mardi, des papiers passent sur la chaîne, **« pour aider au travail des déléguées »**, il faut donner des renseignements sur notre situation familiale. Le syndicat accepte donc comme un fait acquis la fermeture et s'apprête à discuter avec la direction des modalités individuelles de licenciement et de reclassement éventuel. Si bien que mardi après-midi nombre d'ouvrières pensent déjà prendre des heures pour aller chercher du travail ailleurs. On se questionne pour savoir comment on doit être payé dans tel ou tel cas. Les licenciements deviennent chose admise. D'ailleurs nos déléguées nous conseillent, en apparté, de chercher du travail.

Mercredi, la Commission Jeune fait circuler un appel demandant à toutes celles qui ne pensent pas que le licenciement doive être accepté, de se réunir au contrôle. Les papiers qui circulent sont arrêtés, et par des chefs qui disent qu' **« il s'agit là des communistes »** et qu'il ne faut pas y aller, et par les déléguées qui demandent de ne pas céder à la provocation **« des maoïstes qui veulent faire le jeu du patron »**. Malgré les tentatives de tout ce beau monde pour empêcher un quelconque regroupement nous sommes vingt-cinq à midi à nous retrouver. Mercredi dans la soirée, la plupart d'entre nous attend la fin de la réunion du C.E. pour savoir comment nous serons payées, quelles seront les conditions de licenciement. A l'assemblée du personnel, les déléguées nous confirment tout simplement que le patron ne peut faire autrement que de nous licencier : **« la B.J. tourne à perte, les costumes reviennent trop cher à la production... le patron est contraint de vendre les ateliers »**. C'est à peine s'il ne faut pas verser des larmes ! Le licenciement se ferait donc par paliers à partir de septembre.

Jeudi, certaines demandent deux heures pour chercher du travail et même donnent leur compte. Puis, coup de théâtre : le patron ne vend plus, il attend « un acheteur convenable ». Nous avons vraiment l'impression que l'on se moque de nous. **« Nous ne sommes pas des pantins »**, disent les unes, **« il nous prend pour ses larbins »**, rétorquent d'autres.

Vendredi 10 juillet, une note de service passe sur la chaîne. Nous apprenons que la semaine prochaine nous ne travaillerons pas le lundi, et que la semaine suivante nous ne travaillerons que trois jours. A l'atelier veston un groupe se forme spontanément autour d'une chef pour lui demander des explications. Le travail est arrêté. Il n'y a que trois ouvrières qui continuent. Alors le chef du personnel Lesserbon vient nous sermonner, **« mais ne sommes-nous pas dans le même cas que vous ?... il ne sert à rien d'arrêter le travail »**. Le directeur même se sent obligé d'intervenir : **« Vous travaillerez désormais 32 heures, comme dans le Nord, j'en suis désolé »**, dit-il à peu près en ces mots **« d'ailleurs je ne peux vous obliger à partir, mais je ne peux vous empêcher de le faire. »**

La résignation et le fatalisme du début de la semaine ont laissé place, parmi un certain nombre d'ouvrières, à une détermination et un esprit combattif nouveaux. Le patron pourait bien s'en apercevoir.

(Correspondant L.O.)

Leçons d'une grève à la C.A.F.L.

LA grève de la C.A.F.L. s'est achevée par une défaite. La Direction n'a pas voulu céder, pas un centime, pas une seule garantie. Pourtant, ce que demandaient les ouvriers, ce n'était pas la lune : un plancher de 25 % minimum pour la prime de rendement soit 20 F à 30 F d'augmentation pour la majorité (ceux qui ont 18 % habituellement) et pour certains seulement 120 F. Mais elle a préféré perdre beaucoup plus d'argent et laisser se propager une grève que de céder quoi que ce soit, par principe, pour décourager les ouvriers de lutter.

Le jeudi 2 juillet avait lieu une discussion entre les syndicats et la direction, ceux qui occupaient de nuit furent mis au courant de l'attitude intransigeante de cette dernière.

Vendredi, les syndicats avaient convoqué une réunion d'information. Ils s'y présentèrent avec trois quarts d'heure de retard, trois quarts d'heure pendant lesquels les informations eurent le temps de circuler et les commentaires d'aller bon train. A 17 heures, les délégués vinrent avec une tête d'enterrement. C'est le responsable F.O. qui prendra le premier la parole. « Approchez-vous, approchez-vous, dit-il, ce que j'ai a vous dire est très important, hier encore nous espérions obtenir une petite compensation pour les ouvriers qui travaillent sur deux machines ; mais aujourd'hui, nous nous sommes heurtés à un véritable mur. Et moi, camarades, je vous le dis, si nous continuons, nous allons nous enfoncer encore plus. C'est pourquoi je vous demande de reprendre lundi. Croyez-moi, moi qui ne vous ai jamais trahis, il faut reprendre lundi. »

Que ce soit le responsable F.O., militant connu pour son honnêteté, qui ait incité à la reprise, a pesé sur la décision de beaucoup d'ouvriers. C'est aussi la raison pour laquelle les syndicats ont tenu à le faire parler en premier. Les délégués des autres syndicats ont pris la parole par la suite pour dire la même chose. Il n'y a pas eu de vote, mais il est sûr que s'il avait eu lieu, la majorité se serait prononcée dans le même sens. Le travail a repris le lundi, sans incident.

Dans cette grève, la Direction a joué sur la proximité des vacances pour faire reprendre le travail. Elle n'a négligé aucun effet : menaces de sanctions, chantage : « si vous ne reprenez pas, je ferai faire le travail au Creusot **(Schneider)...** J'en ai fini de discuter avec les syndicats, à l'avenir, je ne leur donnerai plus rien... » **Nous pouvons en retirer plusieurs enseignements.**

Habituellement, on nous dit : « Il faut être réaliste, ne pas demander la lune, on a plus de chance en demandant peu. » **Notre grève a été une preuve manifeste du contraire. Pour faire reculer un patron, il faut l'atteindre à tous les niveaux de sa production, dans notre cas, cela voulait dire toucher toutes les usines du complexe Creusot-Loire pour que notre travail ne soit pas fait ailleurs. C'est le patron lui-même qui nous a montré la voie ; et justement, pour faire entrer les autres ouvriers en lutte, on ne peut le faire qu'en proposant à tous des revendications substancielles pour lesquelles une lutte sérieuse vaut la peine d'être engagée.**

Correspondant L.O.

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

VI

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le d[illegible] de Cuchitambo que Don Alfonso [illegible] de son père et qu'il a tendance [illegible] à abandonner. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les [illegible] Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

Le télégraphiste dont l'enfance s'était écoulée dans la région orientale faisait étalage de ses connaissances.

— Un marais, ça ? On voit bien que vous ne connaissez pas ceux d'Oriente. Dans ceux-là, ce n'est même pas la peine d'essayer d'entrer, ils sont profonds et, surtout, ils sont peuplés d'écrevisses ; si, par malheur, un homme ou un animal y tombe, en moins de deux minutes il ne reste de lui que les os ; si vous pouviez voir seulement les pinces qu'elles ont au bout des pattes, ces écrevisses ! Là, oui, on peut parler de marais, mais ici, c'est tout juste un marais pour bambins !

— *Et les güischigüischis* (1), qu'en fais-tu ?

— Bah ! Ils sont inoffensifs !

Devant eux, sur l'eau immobile des marais, les güischigüischis faisaient de grands cercles concentriques. Lorsque l'Andrès entrait dans la fange, il les sentait grouiller autour de ses jambes qu'ils emprisonnaient jusqu'aux genoux ; et il ne savait plus si c'était le froid ou le contact continuel de ces têtards gluants qui, peu à peu, faisait de ses jambes ces choses insensibles, mortes.

Deux jours à peine passèrent et l'alcool accomplit les miracles qu'on attendait de lui ; il avait fallu apporter d'autres barils d'eau-de-vie, d'autres pondos de guarapo ; et on en apportait encore. Mais l'enthousiasme devait être habilement dosé. Ce qu'il importait de saisir, c'était le point exact où venaient s'équilibrer l'activité héroïque et l'ivresse plus qu'à demi consciente. Abrutir, mais ne pas diminuer le rendement : deux kilomètres de marais devaient être asséchés. De là des calculs pour lesquels la Juana et le Jacinto se révélèrent experts. Aucun des états de l'ivresse ne leur était étranger. Ils se chargèrent d'apaiser la soif des péons.

— Non, ca suffit comme ça ! s'écriait de Jacinto à l'Indien qui osait s'approcher des pondos en titubant plus qu'il aurait fallu.

— Toi, tu es trop ivre. Va-t'en suer encore un peu avec la pioche et je te donnerai une autre ration de guarapo, concluait la Juana.

*
**

L'Indien revenait alors vers les marais à la recherche de l'équilibre nécessaire pour qu'on alimentât son abrutissement.

Le paludisme avait commencé sa récolte de frissons.

— Encore une perte de temps, se lamentait le propriétaire.

— Nous avons plus de cent cinquante malades, c'est-à-dire qu'il y en a plus de vingt ou trente qui sont pris de frissons tous les jours.

Le borgne Rodriguez, dont les lumières étaient universelles, se fraya un passage au milieu d'un certain nombre d'Indiens qui, accroupis au milieu du chantier, tremblaient de tout leur corps.

— Va me chercher les peaux d'agneau, cria-t-il à l'Indien qui lui servait d'assistant, et il ajouta :

— Cette recette, je l'ai vue employer à Guallabamba. Nom de Dieu, les froids qu'il fait là-bas ! que c'est à n'y pas croire : même qu'ils donnent la pernicieuse.

Le borgne couvrit les épaules des paludiques avec les peaux que lui présentait son infirmier improvisé. Le parchemin placé à l'extérieur, il les attacha avec un cordon au cou et à la ceinture de chaque patient, et sur le terre-plein qui s'étendait devant la tente il fit former un cercle dont il vint occuper le centre. Alors, ajustant le fouet à son poignet, il passa en revue de son œil valide la couronne tremblante des fiévreux et à longs coups de ce fouet, qui paraissait être devenu le prolongement de sa main, il commença à la faire tourner sur elle-même. La lanière tombait sur les peaux en produisant un bruit de tambour crevé et dans un rythme trop précipité pour les Indiens que la fièvre venait de vider de toute leur énergie. Rodriguez s'échauffa :

— Allons, nom de Dieu ! Courez, courez...

Mais la fièvre engourdissait les membres et les alourdissait. Les malheureux se traînaient.

— Nom de Dieu ! Eh bien, quoi, qu'est-ce qui se passe ? rugit le borgne.

Il cracha de nouveau dans ses mains et son fouet tomba avec une vigueur redoublée sur le dos des paludiques. Après avoir réussi à accomplir un tour complet, ils s'effondrèrent, les uns après les autres, épuisés et meurtris. Le tremblement fébrile du début avait disparu. Mais le guérisseur ne s'estima pas satisfaisait et il accéléra encore la cadence de ses coups. Comme un couteau de feu, son fouet tombait sur l'épaule des Indiens accablés. Leurs jambes fléchissantes tremblaient, leurs pieds trempaient dans la boue et leurs mains tremblaient en essayant de faire dévier la longue lanière.

— Courez, nom de Dieu ! Courez !

Ils réussirent à faire un, deux, dix pas, puis tombèrent. Le fouet du borgne Rodriguez leur donna encore une fois le courage de se relever et ils reçurent une dizaine de coups. Ils n'avaint plus la force de crier. A chaque coup de fouet, leurs yeux égarés, aux regards vitreux, semblaient se désorbiter, comme si eux seuls pouvaient encore poursuivre la vie qui s'échappait. Ils étaient tous maintenant et définitivement effondrés dans la boue, sans un cri, l'écume aux lèvres, la chevelure en désordre, ruisselants de sueur et de fièvre. Alors, le borgne s'empressa de les faire conduire sous la tente et là on les enveloppa dans un poncho, et on leur fit boire un breuvage préparé avec de l'eau-de-vie, de l'urine, du sel, du citron et une poudre faite d'excréments de cochon d'Inde.

*
**

— Il faut que ce soit terminé au plus tôt.

— Facile à dire. Vous oubliez que dans ces marais il faut tâter le terrain, et prendre mille précautions pour avancer d'un mètre, répondit l'ingénieur qu'une telle hâte faisait sourire.

— Vous vous êtes mis dans la tête qu'il fallait commencer les fossés à partir de la montagne... C'est de la blague ! On aurait pu faire une coupe parallèle à vingt ou trente mètres du chemin, et l'on aurait économisé du temps et du travail. Je vous le répète, qu'il faut que nous terminions tout ça le plus tôt possible. Ça devient un véritable cauchemar pour moi. Et puis, nom de Dieu ! marais ou pas marais, pourquoi pensez-vous donc que j'aie acheté des Indiens ?

— Et après ? Est-ce que vous voulez l'assécher, ce marais, en y jetant des cadavres ?

— Nous y gagnerions : et du temps et du travail.

— Après tout et puisque vous paraissez décidés à ne pas reculer devant la perte d'une centaine de péons, nous agirons à votre guise.

— Bien mieux : nous ne perdons même pas un péon. N'y a-t-il pas remède à tout ? Nous ferons venir les *huascas* (2) de l'hacienda et, au moment où l'on verra quelqu'un s'enfoncer, on lui jettera le lasso.

FEUILLETON

— Sans résultat. S'il échappe à l'enlisement, l'homme mourra tiré par la huasca.

— Pas du tout. Il suffira de faire avancer le plus près possible les *huasqueros* (3).

— De toute façon, ce sera un homme perdu. Il se peut fort bien d'ailleurs qu'ils meurent tous dans les trous. Voulez-vous tenter l'expérience ? Aujourd'hui même je pourrai vous donner la preuve de la réalité de ce que j'avance.

On commença à creuser un fossé à vingt mètres de la route.

— Voyez, voyez comme on gagne du temps, s'écriait don Alfonso, admiratif.

Devant lui une file interminable de péons traînaient de la fange et de la boue.

Une prophétie pour garder sa valeur doit s'accomplir dans le délai fixé par le prophète. A midi, la corvée entière s'avançait pleine de confiance dans le marais.

— J'aurais dû étudier pour être ingénieur et vous..., plaisantait le maître.

Un cri l'interrompit brusquement. Au loin, à peine perceptible dans la brume, un Indien levait les mains comme s'il cherchait un appui. L'ingénieur triompha :

— Voyez comme il commence à s'enfoncer. Vous avez perdu un Indien. C'est le premier, ce ne sera pas le dernier.

— Quelle blague. Vous allez voir si les huasqueros ne le tirent pas de là.

— Pauvre type, il a sans doute mis le pied dans un trou.

— Caiza ! Toapanta ! Vite, courez sauver cet imbécile d'Indien qui a été se fourrer dans ce bourbier.

— On y va, patron.

La curiosité était générale. Les paysans, pris de peur, s'empressaient de fuir l'endroit dangereux dans lequel l'inconscience du patron les avait conduits.

— Nom de Dieu ! on l'a échappé belle !

— Quelle bêtise !

— Moi, je vais voir à m'en retourner.

— On peut pas continuer comme ça.

L'enlisé ne cessait de crier désespérément, les bras levés comme s'il voulait saisir le brouillard. Les huasqueros entrèrent dans la boue et s'avancèrent le plus loin possible, ne s'arrêtant qu'à l'endroit où le sol mollissait. Le lasso décrivit une courbe savante au-dessus de l'homme qui s'enfonçait lentement. Seule, sa tête apparaissait encore, minuscule point noir au milieu du marais mouvant. Tous les paraphes des huascas dans le ciel étaient comme autant d'actions de grâces en faveur du malheureux naufragé, adressées au marais tout-puissant, à la surface uniformément grise. Enfin, un lasso réussit à entourer la tête. Mais les sauveteurs ne pouvaient pour tirer prendre pied sur une terre ferme, et ils durent attacher l'une à l'autre plusieurs huascas, afin d'atteindre le sol dur du chemin, tandis que l'Indien continuait sa lutte dans un clapotement de boue. Au bout de quelques secondes, plus rien n'émergeait du centre sombre du marais.

Les hommes tirèrent. La fange paralysait les efforts des Indiens qui, sur le chemin, brûlaient sur la corde les callosités de leurs mains. Dans cette lutte inégale, le vaincu était désigné d'avance. Un tas de chair, encore fumant d'un reste de vie, surgit enfin tout enveloppé de boue. Sorte de crachat informe sur lequel la foule se pencha.

— Mieux aurait valu le laisser là-bas, dit l'ingénieur avec une grimace de dégoût.

— Non... Vous verrez que tout s'arrangera. On leur donnera, à ces paysans, encore plus d'eau-de-vie. Je vais envoyer chercher cinq autres barils au village. Mais il faut continuer le travail dans ce sens. Sans se décourager. Comment accomplirions-nous autrement notre mission culturelle qui est d'apporter la civilisation à ce village. Vous verrez..., le propriétaire se frotta les mains et, après un silence, poursuivit :

— Ceux de race blanche, on les occupera aux charrois seulement, comme ça on sera sûrs d'eux. Quant aux Indiens, ils m'appartiennent et il continueront de creuser les fossés ; si on en perd vingt et même trente, ce ne sera pas là un grand dommage. Mettons même qu'il s'en perde cinquante, le grand maximum d'après moi. A quoi servent-ils ? A manger et à demander des avances. Je vous dirai, entre nous, que ceux-ci, je les ai eus à bon compte, ils me reviennent à deux ou trois sucres chacun. Par contre, la construction de la route doit décider de mon avenir. Alors, qu'est-ce que vous en pensez ?

— Eh bien, puisque vous le désirez, nous pouvons continuer en ce sens. C'est effectivement la manière la plus rapide. Mais ce qu'il faut, c'est d'abord encourager et convaincre les péons.

— D'accord : mais ce n'est pas à moi à arranger cela.

— A qui donc ?

— C'est, en premier lieu, le rôle de l'eau-de-vie et ensuite celui de notre cher ami, le curé... Vous verrez, il les galvanisera. Un sermon, pas davantage, où il leur offrira la gloire et quelques autres bonheurs.

L'ingénieur était sceptique. Il en fut cependant ainsi. Le curé s'engagea d'honneur à les sortir du purgatoire et, mieux, de l'enfer, s'ils obéissaient à sa parole, expression de la volonté de Dieu. Cette volonté était claire, et lui il leur disait : « Terminez la route, coûte que coûte, parce que ce sera pour le bien de... », de qui cela pouvait-il être, sinon du peuple ?

Au village, la viande d'Indiens commença à arriver par quintaux.

***

Il avait fallu plusieurs semaines pour traverser le marais et commencer les travaux en pierre vive. Les veillées réunissaient autour des feux les paysans qui n'avaient pas pu déserter.

Au milieu du crépitement des flammes, les commentaires se poursuivaient :

— Moi qu'étais tout en haut, j'ai juste vu le rocher tomber.

— Heureusement qu'à ce moment-là y avait seulement les Indiens qui étaient dans le fond à creuser.

— Moi, je leur avais dit : tout ça, y a rien qu'du sable.

— C'est comme si on avait voulu les déterrer. On aurait perdu inutilement du temps à retirer toute cette terre.

— La moitié de la colline est descendue.

— Et y en a encore de vivants, de ces pauvres Indiens ?

— Dieu nous protège !

— Dieu nous vienne en aide !

— Dieu ne nous prenne pas en état de péché mortel !

— Monsieur l'Ingénieur a dit : il faut voir si on peut les sauver, mais le patron s'y est opposé ; il a dit qu'on perdrait du temps. Moi je l'ai toujours dit à l'Antuco : ne te mets pas dans les galeries à faire le zélé, tu mourrais comme les Indiens et y a personne qui irait te sortir de là. Jusqu'aux gamins qui ont été se fourrer là où ils ne devaient pas. Vous vous rappelez l'autre éboulis, comment a été mourir le fils de la Miche et la fille de la Berta ? Ils ont été écrasés comme des lapins.

Les gamins fatigués d'avoir passé toute la journée à faire courir des grenouilles, à faire nager les lézards dans des cuves, à chercher des fruits sauvages dans la forêts, ou à faire sortir les araignées de leur trou, revenaient auprès des feux agonisants.

Quelques paysans, avec précaution, s'enfonçaient alors dans la nuit et regagnaient le village, laissant aux Indiens et aux plus héroïques, le ciel, les indulgences et le patriotisme.

Don Alfonso avait eu recours à tous les artifices, à tous ses alliés : à Dieu avec le curé ; au gouvernement avec le commissaire, à la science avec l'ingénieur, au vice avec le guarapo ; sur le point d'être pris de court, l'idée lui vint d'exploiter le goût que les habitants du village avaient pour les combats de coqs et il annonça l'arrivée de tout un lot de coqs de combat.

Il était midi et, sur le chemin, les paysans commençaient à s'assembler. Ils portaient sous le bras leur coq préféré.

Le maître d'école avait apporté son coq gris, curieux de voir si dans le lot de don Alfonso se trouverait un adversaire à sa taille ; il avait également apporté un coq noir pour les combattants du curé.

La première rencontre eut lieu au milieu du chemin. Plus de deux cents paysans qui avaient déserté la corvée formèrent le cercle. Un coq rouge du vieux José Santiana affrontait un coq du maître d'école.

Le juge accroupi au milieu du cercle ne quittait pas des yeux les deux bêtes qui, les plumes du cou hérissées, cherchaient la bataille.

— Ils sont de même valeur ! Ils sont de même valeur ! s'écria un paysan au poncho bleu.

— Ah ! tu crois ça, cria le maître d'école d'un ton méprisant.

Et il ajouta avec orgueil :

— Tu verras si le mien supporte de recevoir plus de deux coups de patte. Il aura tordu le cou de l'autre avant.

Chaque spectateur essayait de découvrir l'indice de supériorité qui, marque du champion, leur permettrait d'exposer l'argent de leur paye avec le moins de risques possible.

— Le rouge est plus vif.

— L'autre est plus grand.

Ce fut ce dernier qui attaqua. L'assistance se tut. Le rouge riposta en enfonçant son bec entre les plumes du cou de son adversaire et, sans lâcher prise, battit l'air de ses pattes armées. Son effort le fit lourdement retomber sur le sol, dans un éparpillement de plumes.

— Y va mourir, cria le maître d'école, tout heureux.

— Je donne le double, répondit le vieux Santiana, qui, accroupi à côté du juge, considérait cette joie comme une offense personnelle.

— Je reçois.

— Un à deux.

— Deux à quatre.

— Je donne le double.

— Je reçois.

— Prenez ce petit sucre.

Les coqs, tout palpitants de fureur, cherchaient l'ennemi du bec et des éperons. Leurs corps se heurtaient avec des coups d'ailes effrayés, des râles étranglés.

Les nerfs tendus, les spectateurs avaient cessé d'échanger leurs paris. Le coq rouge chargea avec ardeur. L'autre semblait vouloir chercher une défense sous le gésier de son adversaire, comme s'il voulait essuyer le sang qui l'inondait, lui vernissait les yeux, le cou, le bec, lui transformait la tête en un pinceau de peinture rouge, en un lambeau de viande saignante. En bon coq de combat, le rouge sauta, cherchant à étourdir la fureur de son ennemi, mais celui-ci garda la tête basse et les éperons meurtriers frappèrent le vide.

— Carajo, le voilà qui plante son bec, cria le vieux accroupi, le coq réagit aussitôt, comme blessé dans son orgueil par l'exclamation de l'homme. Il lança ses éperons en avant et atteignit le rouge qui roula à terre. Le vieux, tout à la lutte, tomba sur le sol comme s'il avait lui-même reçu le coup.

— Uuuu... Le rouge va mourir.

— Tiens bon, poltron.

— Je donne dix contre un.

Insensiblement, le combat perdait de son intérêt ; les bêtes, épuisées, s'attaquaient mollement.

— Repos !

— Repos !

Chaque propriétaire soigna son coq, lui mettant une plume dans le bec, et soufflant sur ses plaies sanguinolentes de l'eau-de-vie camphrée dont il s'était rempli la bouche. Enfin, ils prirent la tête couverte de bave et de sang de leur coq entre leurs lèvres et d'une longue aspiration la nettoyèrent.

Le combat reprit avec furie ; mais cette furie fut brève.

Et, après quelques engagements superficiels, le rouge fut déclaré vainqueur.

Seule la nuit vint à bout de l'enthousiasme suscité par les combats. Grâce à ses paris, aux verres qu'il offrait, à sa promesse de nouveaux combats pour le lendemain, don Alfonso réussit à retenir les paysans. Et il fit venir en effet de son hacienda des coqs, dont le bec et les éperons furent longuement admirés. Dès lors, les paysans ne songèrent plus à abandonner la route avant que ses vingt-deux kilomètres fussent tendus au milieu des marais et des défilés.

***

Quant à don Alfonso, jamais l'idée ne lui était venue que ses efforts pour mener à bien l'œuvre qui venait d'être réalisée pourraient trouver leur écho dans la capitale et lui valoir la plus glorieuse des réputations. Il fut le premier surpris à la lecture des colonnes entières d'éloges qui lui étaient consacrées ; les photographies de l'héroïque réalisation ornaient la première page des journaux de la République, avec, au premier plan, le propriétaire, le curé, le Jacinto, le borgne Rodriguez, les frères Ruata. Au second plan apparaissaient les habitants de Tomachi. Ils représentaient la masse de travailleurs. Quant aux Indiens, nul doute qu'au moment précis où les photographes opéraient, ils n'étaient pas présentables ; dépeignés et malpropres, ils n'avaient pas été jugés dignes de monter sur la scène de la gloire.

(A suivre.)

(1) Têtards.

(2) Sorte de lasso.

(3) Ceux qui lancent les « huascas ».

Élections du C.E. aux usines Citroën de la Région Parisienne

LA POLITIQUE GESTIONNAIRE DE LA C.G.T. FACILITE LE SUCCÈS DES JAUNES

LES élections des délégués du Comité d'Entreprise des usines Citroën de la région parisienne, viennent de se terminer par la victoire des « indépendants » (S.N.I.S.C. rattaché à la C.F.T.) qui emportent la majorité des sièges au C.E., 6 sur 11. F.O., qui ne se manifeste que lors de la signature d'accords anti-grèves, a obtenu 1 siège. Quant à la C.G.T., elle est la grande perdante de l'affaire avec la C.F.D.T. car, malgré la liste commune C.G.T.-C.F.D.T. présentée cette année pour essayer de faire face aux Indépendants, ces deux syndicats n'obtiennent que 4 sièges.

Pourtant si ces élections montrent brutalement le recul de la C.G.T. à Citroën par la perte de la majorité au C.E. au profit des jaunes, il ne s'agit pas d'une méfiance subite des travailleurs à l'égard de ce syndicat mais d'une lente désagrégation de cette confiance. Depuis des années et surtout depuis 68, la C.G.T. perd régulièrement des voix et des mandats aux élections sans que cela ait de conséquence catastrophique, mais cette fois-ci ces petites pertes accumulées vont lui coûter ce qu'elle estime être la base essentielle de son implantation à Citroën : le C.E.

Par rapport aux élections de délégué du personnel qui ont eu lieu en avril, et qui ne se sont pas traduites par un échec cégétiste, ni un raz de marée indépendant, le S.N.I.S.C. n'a guère gagné de voix aux élections du C.E. : il s'est contenté d'en gagner 115 sur les usines du 15e c'est-à-dire sur 9.886 inscrits, et il a même perdu 236 voix sur les chiffres globaux de la Région parisienne.

Et pourtant avec pratiquement le même nombre de voix se portant sur le S.N.I.S.C. en juillet qu'en avril, on va assister cette fois-ci à une véritable défaite de la C.G.T.

Car ce qui change dans ces deux élections, c'est que nombre de travailleurs n'ont pas droit de vote pour les élections du C.E. Ce sont les travailleurs immigrés qui ne sont ni algériens, ni résidents privilégiés et qui ne sont pas admis à voter s'ils n'ont pas 5 ans de résidence en France. A Citroën il y a plus de 4 000 travailleurs dans ce cas.

Et un grand nombre de ces voix s'était porté, en avril dernier, sur la C.G.T. et la C.F.D.T.

Ce sont donc ces circonstances particulières qui ont fait se concrétiser le recul de la C.G.T. à Citroën. Car ce recul depuis 68 est malgré tout net. Par rapport aux dernières élections du C.E., d'il y a 2 ans c'est 28 % des voix qui se sont déplacées de la C.G.T. et de la C.F.D.T. vers le S.N.I.S.C. et F.O.

Elections	Inscr.		Expr.		C.G.T. C.F.D.T.		S.N. I.S.C.		F.O.	
Délégués du personnel (avril 70)	25.012		19.336		9.626 1.516 11.142		7.618		633	
Délégués au C.E. (juillet 70)	20.925	— 4.087	16.259	— 3.077	7.293	— 3.849	7.182	— 436	1.730	+ 1.097
Comité d'Entreprise	**Inscr.**		**Expr.**		**C.G.T. C.F.D.T.**		**S.N. I.S.C.**		**F.O.**	
Elu C.E. 1968	24.832		14.178		8.425 1.946	73 %	3.260	23 %	547	4 %
Elu C.E. 1970	20.925	— 3.907	16.259	+ 2.081	7.293	45 %	7.182	44 %	1.730	11 %

Comment peut-on expliquer ce recul ?

Des pressions en tout genre

Tout d'abord il faut voir que si la direction entrave au maximum la propagande et l'action militante des délégués C.G.T. et C.F.D.T., pour leur part, les délégués indépendants sont aidés dans leur travail «militant » par tout ce que Citroën compte de chiourme, de flics maison, d'agents de secteur et de chef-faillons en mal de grogne.

Quant à leur propagande elle est assez simple : « prends ta carte ou bien ce n'est pas sûr que tu gardes ton travail ». A l'approche des élections, les agents de secteur se sont livrés à de petits sondages préélectoraux pour s'assurer, après un entretien en tête à tête avec certains O.S., qu'ils voteraient correctement, c'est-à-dire S.N.I.S.C., ou du moins qu'ils s'abtiendraient. C'est ainsi que dans certains secteurs des chaînes, les agents de secteur, c'est-à-dire les flics chargés du quadrillage des ateliers, avaient composé des listes de « non-votants » d'office. Ces « non-votants » étant en général ceux que l'on soupçonait de sympathie pour la C.G.T. ou la C.F.D.T.

Comme si cela ne suffisait pas, le jour des élections de titulaires I° collège, les chefs d'équipe qui étaient chargés de donner à chaque ouvrier le laissez passer de vote, oubliaient comme par hasard de le donner à certains, ou bien leur expliquaient qu'ils auraient tout le temps de voter puisque les élections se déroulaient sur 3 jours. Quant à la distribution de la propagande écrite des Indépendants, elle semble être définitivement programmée en même temps que la production par Bercot, puisque les voitures arrivent en tête de chaîne déjà garnies des tracts bleus indépendants. Ailleurs, les Fenwicks déversent dans les allées par centaines la littérature maison.

Quant au contenu des tracts, il faut remarquer que souvent il a porté des fruits, car le S.N.I.S.C. avait pris comme cheval de bataille de sa propagande anti-C.G.T. : la Cantine.

La cantine : cheval de bataille des indépendants

Or il faut bien reconnaître que là, la C.G.T. se trouvait en mauvaise posture. Car si, par l'intermédiaire de la gestion des œuvres sociales et de la cantine, la C.G.T. a un semblant d'existence à Citroën, c'est au prix d'un mécontentement croissant des travailleurs.

En effet, depuis 1964, date à laquelle la C.G.T. a pris en main la gestion de la cantine, la direction Citroën a diminué de moitié la subvention patronale allouée au C.E. Et c'est donc avec une subvention deux fois plus petite qu'il y a 6 ans que la C.G.T. essaie de faire des miracles. Et le résultat est loin d'être excellent. Les plats sont médiocres, il arrive assez souvent que la viande soit immangeable, et encore plus souvent qu'il faille chercher avec soin le morceau de viande dans l'assiette. Et tout cela pour un prix qui est loin d'être modique (environ 4,80 F par repas). Et de plus depuis peu la C.G.T., toujours à la recherche de l'équilibre miracle, a trouvé comme « solution » au problème de la cantine de faire payer le pain. Ce qui fait que nombre d'immigrés qui, trompaient leur faim en avalant beaucoup de pain, se sont trouvés pénalisés et obligés de payer 10 centimes le morceau.

Et les queues aux selfs souvent provoquées par le refus de la direction d'étaler les horaires des repas des ateliers ajoutent à l'énervement et au mécontente- dans les selfs, ou en prenant la parole pour « rouspéter » contre un plat qui était mauvais. Bien entendu le tout enrobé de proclamations anti-C.G.T. ou anti-Communiste du style « Les agents de Moscou qui tirent les ficelles de la C.G.T., ont détourné 10 millions du C.E. pour les utiliser à leur propagande totalitaire, c'est pourquoi nous mangeons mal ! ».

Et un certain nombre d'ouvriers ont voté cette fois-ci pour le S.N.I.S.C. en se disant : « la soupe de la C.G.T. est mauvaise, c'est vrai, pourquoi ne pas essayer celle du S.N.I.S.C., ils nous promettent du mieux et même le pain gratuit. ».

Et les pertes enregistrées tant par la C.G.T. que par la C.F.D.T. (pour cette dernière il est probable que l'anti-communisme de certains de ses électeurs a joué en leur faisant voter F.O., du fait de la liste commune C.G.T.-C.F.D.T.) montrent avec force que la politique gestionnaire, qui devait de l'avis des militants syndicaux permettre aux organisations syndicales de s'implanter dans l'usine a fait faillite.

A LA C.S.F. (Issy-les-Moulineaux) :

La C. G. T. paie, par une perte d'influence l'exclusion d'un militant révolutionnaire

EN juin ont eu lieu les élections des délégués du personnel au Centre Guynemer de la TH.-C.S.F.
Il y avait un fait nouveau. Pour la première fois une section syndicale C.G.T.-F.O. présentait des candidats dans le collège ouvrier, en plus des trois autres syndicats : la C.G.T., la C.F.D.T. et l'U.P.E.-C.F.T.C. (couverture des jaunes de l'usine). Les résultats se traduisent par un recul très net du syndicat-maison U.P.E. qui perd son délégué en collège ouvrier, et par un recul non moins net de la C.G.T. qui a perdu plus de 140 voix.

La C.F.D.T. a davantage de suffrages dans le collège ouvrier, mais en perd dans le 2e collège au profit de la C.G.C. Et c'est la C.G.T.-F.O. qui recueille la majeure partie des voix perdues par la C.G.T. Elle a un élu titulaire et un suppléant.

Titulaires	C.G.T.	C.F.D.T.	C.G.T.-F.O.	U.P.E.
3-7-69	604 vx (59,4 %)	242 vx (23,85 %)	—	154 vx (15,2 %)
25-6-70	463 vx (4 él.) (48,1 %)	252 vx (2 él.) (26,3 %)	136 vx (1 él.) (14,1 %)	93 vx (0 él.) (9,7 %)
Suppléants				
69	594 vx	256 vx	—	149 vx
70	452 vx (4 él.) (— 11,5)	227 vx (2 él.) (— 1,5 %)	165 vx (1 él.) (17,2 %)	105 vx (0 él.) (— 3,8 %)

LES RETOMBEES D'UNE POLITIQUE SECTAIRE

Les travailleurs qui sont à l'origine de la C.G.T.-F.O. de Guynemer sont pour la plupart d'anciens militants de la C.G.T., particulièrement un travailleur qui en a été exclu en mai dernier pour ses désaccords avec le P.C.F. (son exclusion a été relatée dans un numéro précédent) : à l'époque, on lui avait reproché en vrac ses désaccords avec Séguy (!), d'avoir participé au rassemolement de Charléty en 1968 et d'avoir voulu entraîner les travailleurs à Flins... pour les mettre au service de Geismar, Sauvageot et consorts... Les militants du P.C.F. entendaient donc priver un travailleur de toute activité syndicale. Le résultat fut la création de la section C.G.T.-F.O.

Et justement, le militant exclu vient d'être élu délégué du personnel avec la plupart des voix qu'a perdues la C.G.T. cette année !

Les travailleurs qui ont voté C.G.T.-F.O. n'ont vraiment pas caché leurs intentions.

Le résultat évident des méthodes anti-démocratiques du P.C.F. fut donc clair : un affaiblissement de la C.G.T.

Voilà à quoi aboutit dans les faits la politique de ceux qui font passer leurs intérêts de boutique avant ceux des travailleurs. Ce sont eux les vrais responsables de la division syndicale.

Cela, de nombreux travailleurs viennent d'en prendre conscience à la T.H.-C.S.F., et ils l'ont exprimé par leur vote.